

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI  
4

MARS  
1976

N° 126

1,50 F

Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## LE CHOMAGE DES JEUNES AU CONSEIL DES MINISTRES ENCORE DU VENT

Le Conseil des ministres consentait hier à se pencher sur le chômage des jeunes. Il y a pourtant plus d'un an qu'il a prétendu régler cette question. Rappelons nous, depuis 1974, la série de mesures annoncées à grand fracas.

L'armée, dans son infinie bonté, acceptait de garder, au delà du service, les jeunes sans travail. Les CET, par ailleurs, grâce à la commisération immense d'Haby, acceptaient de reprendre quelques jeunes n'ayant jamais travaillé ou de garder un trimestre de plus les collégiens. Les mesures Durafour, enfin, prévoyaient que la manne allait s'abattre sur les jeunes, avec les «contrats emploi-formation». Pensez donc, pour une durée limitée, les jeunes gagnaient le droit de s'embaucher contre 30 à 50 % du SMIC ! L'aubaine était tellement formidable qu'à peine quelques milliers de ces contrats furent réalisés.

Et aujourd'hui, après tant de mesures, plus de 500 000 jeunes sont au chômage. Dans trois à quatre mois leurs rangs vont se grossir des quelques centaines de milliers qui sortiront des écoles.



La bourgeoisie, le gouvernement qui la sert, sont parfaitement incapables à guérir cette plaie. C'est leur société pourrie qui, à chaque minute, secrète le chômage. Leurs seules solutions sont le maquillage et la matraque.

Maquillage, d'abord. Fourcade parade à la télévision niant qu'il y ait des chômeurs, il les appelle «demandeurs d'emploi».

La circulaire Métais permet de «nettoyer» les fichiers de l'agence pour l'emploi de ceux des jeunes chômeurs lassés de pointer pour rien. Le parage systématique de la jeunesse ouvrière et populaire est organisé dans les CET, à l'armée ; dans le même esprit, le gouvernement veut actuellement faire revivre les contrats emploi-formation.

Mais le maquillage ne dure jamais longtemps. Et, devant le danger que représentent pour elle ces masses de jeunes chômeurs, la bourgeoisie sort sa matraque. Toutes les occasions sont saisies pour faire croire que les jeunes chômeurs ne sont que ramassis de délinquants et fainéants, clochards et marginaux qui refusent le travail. On veut les rendre coupables, on leur fait honte. On entretient systématiquement les divisions avec la famille, qui est obligée de les nourrir

et qui finirait par croire qu'ils sont responsables.

Les moyens policiers sont renforcés de façon inouïe : ilotage et quadrillage des quartiers et cités, fermeture des maisons de jeunes (17 fermées à Paris, par exemple), qui sont considérées comme des foyers d'agitation. Mais cette politique finalement, n'est qu'un palliatif désespéré. Elle ne fait que trahir la crainte croissante des bourgeois devant la poudrière. Elle ne montre que leur incapacité historique.

L'heure, aujourd'hui, chez les jeunes n'est pas à la résignation. Ils exigent dans leurs luttes l'emploi pour tous. Ils fourniront les bataillons du prolétariat révolutionnaire, dans la lutte pour abattre le capitalisme, seul responsable du chômage. Car la seule garantie du plein emploi, c'est le socialisme.

P. LEFORT

*Après l'inculpation par le juge Charette du directeur des Houillères du Nord :*  
**"il faut que Hecquet soit aussi inculpe pour les 42 de Lievin"**  
nous déclare un vieux mineur

*Voir page 2 la suite de notre enquête*  
**«QUE FAIT-ON MANGER AUX FRANÇAIS»**

*Voir page 6*  
**LE CANCER EST UNE MALADIE SOCIALE**

## CHINE : PRIORITE A LA LUTTE DE CLASSES

voir p. 9



- o Après le duel Mitterrand Fourcade... -P3-
- o Les ouvriers du Parisien Libéré chez Durafour -P4-
- o La lutte contre le chômage -P5-
- o Le Mozambique ferme ses frontières au Zimbabwe -P7-
- o Etudiants: 3ème semaine de grève à Amiens -P8-
- o La vie du journal -P10-
- o Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine -P11-

# ENQUETE

## CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

### LES COLORANTS -3-

#### des additifs utiles

Parmi ce qu'on appelle les «additifs alimentaires» on range, outre les colorants, des produits qui servent à gélifier, émulsionner, solidifier, stabiliser, conserver... Les arômes (au nombre de 2000) ne sont pas considérés en France comme des additifs et ne sont donc pas soumis à leur législation.

Un bon nombre de ces produits représente un réel progrès, en particulier pour la conservation. C'est ainsi qu'on a pu éliminer (presque) totalement la toxine botulique des conserves, le staphylocoque doré de la charcuterie, le bacille tuberculeux du lait... Et même en ce qui concerne les colorants, s'ils ne sont pas dangereux, n'est-ce pas plus agréable de manger des mets aux couleurs appétissantes ? Malheureusement, ce sont des conditions qui sont rarement remplies en système capitaliste, où le profit fait la loi : les travailleurs ont donc de bonnes raisons de ne pas faire confiance aux capitalistes de la conserve et du plat cuisiné.



Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes le sont loin d'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

### LE CODE DES ADDITIFS ALIMENTAIRES

Nous publions ici des extraits du guide des additifs alimentaires publié au Journal Officiel du 1/06/1975.

Nous ne publions pas l'ensemble de ce guide, l'énumération risquant d'en être fastidieuse. Nous avons donc choisi de donner les substances présentant des risques connus ou pouvant en présenter de l'avis des toxicologues. Celles qui ne sont pas mentionnées ne sont pas dangereuses dans l'état actuel des connaissances.

Nous ne faisons pas mention de doses en quantité, car si ce facteur peut jouer nous ne pouvons absolument être sûrs qu'il soit dans chaque cas déterminant. La seule présence d'une substance peut dans certains cas être suffisante pour engendrer des troubles. Il faut noter d'autre part que d'une personne à l'autre les choses peuvent varier énormément selon les habitudes alimentaires. Le mieux est donc d'exiger la limitation au minimum possible de l'emploi de ces additifs dans l'alimentation. En gardant ce guide, vous pourrez facilement vous y référer à tout instant.

#### Dans une épicerie

Ne faisant pas confiance aux fabricants pour parler au nom des acheteurs, le Quotidien du Peuple est allé dans une épicerie de quartier pour voir ce que ces derniers pensaient des colorants dans l'alimentation. Nous avons rencontré des ménagères, un retraité, et des jeunes, français et arabes.

c'est moins appétissant, mais si on me montrait que le colorant est dangereux, alors là peut-être ; peut-être qu'on se laisse avoir par la belle couleur, et qu'on mange n'importe quoi.

- Je le préférerais moins beau, mais sans colorant.

#### DES COLORANTS QUI CACHENT LEUR NOM

Obligation est faite d'indiquer la composition des aliments sur l'emballage.

Dans la pratique, les choses sont différentes :

- les aromates ne sont pas considérés comme additifs,

- certains aliments préemballés ont le droit de ne pas indiquer leur composition : il s'agit des laits concentrés, fermentés et en poudre, des fromages, des produits de cacao et de chocolat, des produits de confiserie et de biscuiterie, des vins, cidres, poirés, hydromels et eaux de vie naturelles,

- bien souvent, il faut chercher longtemps pour trouver l'indication de composition...

- et enfin, les additifs sont indiqués dans une sorte de code chiffré...

Vraiment, rien n'est fait pour faciliter le choix conscient de l'acheteur...

**Pour finir nous demandons à l'épicier ce qu'il en pense :** «Pour moi, ça n'a pas d'importance, l'important c'est de vendre tout ça»

- Mais vous mangeriez toutes ces conserves ?

- Ah non ! moi je mange naturel».

**QdP :** Savez-vous qu'il y a des colorants dans les aliments ? Qu'en pensez-vous ?

Une ménagère : Oui, il y en a un peu, mais je ne pense pas que ça soit dangereux, si ? Lesquels sont dangereux ?

Un retraité : Tout ce qu'on mange maintenant, c'est du chimique ; moi, j'ai été élevé à la salade du jardin, on était plus solide que maintenant.

Un jeune : Tout est artificiel maintenant, même le président de la république ; je cherche du beurre blanc parce que c'est plus naturel, mais je n'en trouve plus. J'aime la nature, j'habite à Paris, mais je suis écoeuré.

Une autre ménagère : je ne me fie pas à ces colorants.

**QdP :** Pourquoi met-on des colorants ?

- C'est pour faire vendre, pour remplacer les produits naturels, parce que ça coûte moins cher. Tout ça c'est une question de gros sous.

**QdP :** Seriez-vous prêts à manger du jambon gris, comme ça arrive quand il n'y a pas de colorant ?

- Oui, bien sûr, pourquoi pas ?

- Moi, non, parce que

|       |   |   |
|-------|---|---|
| E 102 | Pâtisseries, confiseries, biscuits, poisson séché et salé                     | Produit synthétique. Risque d'allergie  |
| E 110 | Pâtisseries, confiseries, biscuits, poisson séché et salé                     | Produit synthétique. Risques d'allergie   |
| E 120 | Cidre, poiré, vermouth, apéritifs, hydromel, vinaigres, fruits rouges         | Produit naturel ou synthétique (extrait d'insecte). Risques d'allergie (sensibilisation croisée avec l'aspéline)  |
| E 122 | Fruits rouges, confiserie   | Produit synthétique, risques d'allergie, potentialité cancérogène   |
| E 124 | Pâtisseries, confiseries, biscuits, fruits rouges, poisson séché et salé      | Produit synthétique, risques d'allergie (sensibilisation croisée avec l'aspéline)   |
| E 125 | Fruits rouges, confiserie, crème glacée                                       | Produit synthétique. Molécule difficilement éliminée par l'organisme  |
| E 127 | Fruits rouges   | Produit synthétique, risques d'allergie   |
| E 141 | Légumes verts   | Produit synthétique, peu de risques à condition qu'il ne reste aucun résidu de cuivre après préparation   |
| E 131 | Confiserie  | Produit synthétique, potentialité cancérogène   |
| E 142 | Légumes verts   | Produit synthétique, potentialité cancérogène   |
| E 150 | Vins, eaux de vie naturelles, bières, cidres, confiserie                      | Produit naturel - peu de risques à condition que la technologie de fabrication soit parfaite  |
| E 153 | Bouillons, potages, condiments, sauces, pâtisseries, confiseries, biscuiterie | Produit naturel. (Charbon végétal). Peu de risques à condition que la technologie de fabrication soit parfaite  |
| E 171 | Décoration externe de la pâtisserie   | Produit non toxique mais risques d'impureté. Danger : les métaux lourds bloquent la respiration cellulaire au niveau des organes vitaux (foie, reins, intestins)  |
| E 172 |   |   |
| E 173 |   |   |
| E 210 | Conserves (crevettes, cévial...)  | Tous les additifs de la famille benzozique possèdent des problèmes toxicologiques. La capacité d'élimination par l'organisme étant très restreinte, la dose limite est atteinte rapidement. Au-delà, ils se fixent sur les protéines organiques d'où un risque de cancérogénèse. Le benzoate de sodium provoque des allergies similaires à celles colorants |
| E 211 |   |   |
| E 212 |   |   |
| E 213 |   |   |
| E 214 |   |   |
| E 215 |   |   |
| E 216 |   |   |

|       |  |   |
|-------|--|---|
| E 220 | Bières, cidre et jus de fruits, vins   | Ces additifs sont réducteurs, c'est-à-dire qu'ils agissent sur les aliments oxydés au cours de la digestion. Si la dose limite est dépassée ces produits sont absorbés dans l'intestin d'où risques de dérèglements intestinaux, voire de perte de calcium. En plus ils détruisent la vitamine B2 |
| E 221 |  |   |
| E 222 |  |   |
| E 223 |  |   |
| E 224 |  |   |
| E 226 |  |   |
| E 230 | Traitement de surfaces des agrumes   | Tous ces additifs s'accumulent facilement dans l'organisme qui n'éliminera pas toujours. D'où allergies et dermatites, notamment avec le diphenyl.  |
| E 231 |  |   |
| E 232 |  |   |
| E 233 |  |   |
| E 311 | Corps gras industriels entrant dans la composition de nombreux aliments (potages en sachet...) | A fortes doses, phénomènes de sensibilisation cutanée, (réactions de la muqueuse buccale).  |
| E 312 |  |   |
| E 320 | Corps gras industriels entrant dans la composition de nombreux aliments. (purée en poudre)     | Ces additifs risquent de provoquer une augmentation des graisses, donc du cholestérol dans le sang. En outre, ils diminuent légèrement l'appétit.   |
| E 321 |  |   |
| E 330 | Boissons gazeuses  | Utilisés en grosses quantités, l'acide citrique peut provoquer des aphtes.  |
| E 338 | Boissons gazeuses  | Les phosphates peuvent se condenser en polyphosphates, bloquant l'action de nombreuses enzymes dans l'organisme. Ce qui entraîne des perturbations digestives.  |
| E 339 |  |   |
| E 340 |  |   |
| E 341 |  |   |
| E 407 | Glaçons et crèmes glacées  | Fermentations digestives possibles.   |
| E 450 | Selaisons, gruyères et préparations fondues.   | Même problème que les orthophosphates : blocages enzymatiques possibles, d'où perturbations digestives.   |
| E 460 | Aliments diététiques   | Utilisés comme ballast dans l'alimentation diététique, tous ces produits peuvent poser des problèmes digestifs.   |
| E 461 |  |   |
| E 462 |  |   |
| E 463 |  |   |
| E 465 |  |   |
| E 466 |  |   |

## POLITIQUE

Face à face Fourcade-Mitterrand

## LA MASCARADE A TOURNÉ COURT

## Le cirque ne fait pas recette

La presse bourgeoise est déçue : elle avait créé l'événement, annoncé depuis longtemps le duel Mitterrand-Fourcade comme un sommet politique à ne pas manquer. L'échec de l'opération est trop voyant : elle faisait hier machine arrière. Rivalisant d'astuces pour caractériser le débat télévisé, elle titrait : «Zéro à Zéro» (*le Figaro*) et «Un match vraiment nul» (*le Quotidien de Paris*). Les commentateurs de radio étaient tous aussi sévères sur l'avalanche de chiffres produits par les débatteurs.

«Les hommes politiques ont encore beaucoup à faire pour s'inventer un langage intelligible, s'ils veulent continuer à se montrer à l'écran sans que leur présence provoque ce petit geste... qui fait passer l'auditeur à autre chose» (*le Figaro*). Et «L'Aurore» de nous rapporter que sur 200 personnes interrogées au hasard, une cinquantaine avaient déjà changé de chaîne au bout de trois quarts d'heure, pour regarder un western plus passionnant.

«Caricature du dialogue, caricature de démocratie, caricature de technicité». Le *Quotidien de Paris* résume

bien le débat. Toute la presse reconnaît pourtant que les deux adversaires y ont trouvé leur compte : Mitterrand parce qu'il a fait étalage de sa bonne mémoire pour réciter des chiffres aussi exacts que possibles, Fourcade parce qu'il a montré paraît-il une certaine aptitude à faire de la politique.

Les seuls en fin de compte à se plaindre, c'est encore les journalistes de *l'Humanité* : habitués à la une des journaux depuis quelques temps, leurs dirigeants ont perdu un peu la vedette ces derniers jours : alors ils se lamentent une fois de plus sur le fait qu'ils n'ont pas été associés à de tels débats pour la préparation des cantonales.

Le dernier grand perdant de la soirée : le sondage minable qu'a présenté un speaker gêné, et qui avait la particularité frappante de donner un avantage global à Fourcade, alors que dans chacune des parties Mitterrand l'emportait assez nettement.

Décidément, les amusements politiques de la télévision française ne font plus recette et ne trompent plus personne.

«Nous avons les mêmes buts, nous faisons preuve de la même générosité, mais nous n'avons pas les mêmes moyens», a dit Fourcade avant d'aller serrer la main à Mitterrand ; il résumait parfaitement ainsi la nature de leur pseudo-débat sur Antenne 2 : d'accord en effet sur le nombre des chômeurs, très largement sous-estimé, d'accord également sur les chiffres de la hausse des prix, d'accord enfin sur les grands objectifs économiques de la période pour les capitalistes.

Deux vedettes se sont donc mises en valeur pour leur propre compte, pour leur projet de gestionnaires de la société capitaliste : leur habileté à se jeter à la tête des dizaines de milliards, n'a pas réussi à faire oublier que ces milliards là, ce sont les travailleurs qui les fournissent. Même si aucun n'est parvenu à convaincre de la validité pour la bourgeoisie des solutions qu'il proposait, les deux ont en tout cas montré clairement que leur politique n'a rien à voir avec l'intérêt des masses populaires.

Pour Fourcade, le chômage, ça n'existe pas : tout au plus quelques milliers de licenciés pour raisons économiques, dont le gouvernement s'occu-

pe. Les autres, les jeunes, les intérimaires en fin de contrat, ceux qui ont quitté leur entreprise, sont des «demandeurs d'emploi» qui se maintiennent en quelque sorte volontairement dans cette situation. Quant au chômage partiel, pas un mot dessus. Et, au moment où les experts de l'OCDE prévoient le maintien pour une longue pé-



riode du nombre de sans emplois, Fourcade, effrontément, annonce la fin de la crise...

Relancer les exportations, favoriser la production de biens d'équipement, revaloriser le travail manuel et promouvoir pour cela une «audacieuse politique de formation», voilà les grandes orientations de l'équipe Giscard-Chirac. Le tout enveloppé

de chiffres et le tour est joué !

Au-delà de la sérénité du technocrate qui aligne les statistiques, les travailleurs auront vu là toute la politique du blocage des salaires, de restructuration capitaliste, avec ses conséquences sur le chômage partiel et les licenciements. Au-delà des dossiers de Fourcade, ils



auront vu la réalité de l'actuelle répression contre les grèves.

Côté Mitterrand, à part les généralités de fin de parcours à propos de l'autogestion, rien de bien concret non plus. On ne voit pas bien ce qui va financer son plan, sinon les travailleurs eux-mêmes. Outre la comptabilité subtile du secrétaire du PS, outre le projet

d'emprunt public qui n'a pas grand chose de nouveau, les masses auront saisi au vol les déclarations sur l'indispensable consensus social nécessaire à toute politique économique : obtenir des travailleurs qu'ils remettent l'économie capitaliste sur les rails sans protester, prouver au patronat qu'il est une force capable d'obtenir l'adhésion des masses à leur propre exploitation, tel est bien en effet le projet social-démocrate du PS.

L'absence de références au programme commun et aux nationalisations sur lesquelles pleurnichaient hier Marchais et Paul Laurent, prouve en tout cas que ce parti se réserve la possibilité de gouverner sans le P.C.F. si nécessaire : les cantonales semblaient bien loin de ce débat : le PS voit plus loin.

En bref, de la fumée, des discours, du mauvais cirque électoral, qui ne répond en rien aux questions et aux besoins des travailleurs.

Le recours au spectaculaire pour relancer dans les masses l'intérêt pour la politique a ainsi atteint le but inverse de celui qu'il prétendait viser : nul doute qu'il a renforcé chez les travailleurs leur dégoût pour la mascarade qui oppose les partis bourgeois entre eux.

## Conseil des Ministres

## ILS PARLENT DE CE QUI N'EXISTE PAS

Il y avait hier, à l'ordre du jour du conseil des ministres deux points principaux : l'emploi et les libertés. Dans les deux cas, les ministres ont parlé de ce qui n'existe pas aujourd'hui en France. Ils en ont parlé pour donner le change.

Le gouvernement ne peut ignorer le chômage. Il a donc trouvé une nouvelle réponse à la mesure de son incapacité : créer, dans chaque département une commission chargée de l'emploi ; elle se réunira dès lundi, présidée par chaque préfet. Sa tâche, a dit Chirac, sera de rechercher «les freins» qui s'oppo-

sent à l'emploi. Il n'y a pas la moindre chance qu'elle trouve «le frein» principal, qui est le capitalisme lui-même, producteur incessant de chômeurs. La création de ces commissions apparaît donc comme une insulte de plus jetée à la figure des chômeurs. Par ailleurs, comme l'a souligné Fourcade dans son match avec Mitterrand, le gouvernement, incapable d'innover, envisage de redonner vie au système des «contrats-formation», qui a échoué l'an dernier.

Quant à la seconde question examinée par le conseil, celle de «l'informatique et

des libertés», on n'a pas oublié que le rapport publié en septembre sur ce sujet par la commission du même nom avait dénoncé les dangers de la mise en fiche du peuple français. Ceux qui siégeaient à cette commission, étaient pourtant tous des gens respectables et respectueux de l'ordre bourgeois. On se doute que le projet de loi concocté par Lecanuet avec le ministre de la police nous réserve un nouveau sale coup contre les libertés.

P. LEFORT

## En bref

## Vincennes : la lutte victorieuse des travailleurs immigrés

Après deux jours de négociation avec la direction du CROUS, les travailleurs immigrés du Restaurant-Universitaire de Vincennes, en grève depuis huit jours, ont obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications, à savoir :

- le départ définitif du chef de cuisine raciste,
- aucune repréaille contre les grévistes.

Il reste à obtenir le paiement des heures de grève. La détermination des travailleurs, soutenus par les étudiants, les enseignants et le personnel administratif a montré que la lutte est possible malgré les manœuvres des révisionnistes qui tentèrent à plusieurs reprises de sauter la grève.

Français, immigrés, tous unis, déjouons les manœuvres des faux communistes qui divisent la classe ouvrière.

## L'auteur de «main basse sur le Cameroun» a obtenu la nationalité française

M. Mongo Beti, professeur de lettres à Rouen vient de se faire reconnaître la nationalité française par le tribunal de Rouen. L'affaire prend de l'importance quand on sait que son livre avait été interdit en 1972, après qu'on lui ait retiré son passeport français, l'interdiction étant motivée par «l'origine étrangère du livre» ! «Main basse sur le Cameroun» (Ed. Maspéro), toujours introuvable, était un réquisitoire sans appel du régime de Ahidjo au Cameroun et surtout de la néo-colonisation française.

## LA CUISINE ÉLECTORALE AUX CANTONALES

Dans le canton de Beaucourt (Territoire de Belfort) un candidat, M. Choulier se présente pour le PS. Mais les maires des villages environnants, PS, Radicaux ne sont pas d'accord que ce soit ce candidat qui les représente : ils décident de présenter un autre candidat : M. Mouhin, directeur d'une coopérative laitière, adjoint à Forni, et qui a déjà été conseiller général. Celui-ci accepte de se présenter «poussé», dit-il «par ses amis et de nombreux électeurs». Mais la direction du PS n'apprécie pas beaucoup ce lavage de linge sale en public, et Mitterrand adresse une lettre aux 2 députés PS du département : Forni et Chevenement, afin que ce soit Forni lui-même qui se présente !

Une réunion générale, présidée par Chevenement, rassemble tous les protagonistes de l'affaire : Choulier et Mouhin acceptent de se désister en faveur de Forni. L'histoire est déjà compliquée. Mais ce n'est pas fini ! Mouhat, maire d'un village voisin, qui se dit «socialiste de droite» n'est pas d'accord avec cette décision, et il se présente aussi comme conseiller !

Les électeurs du canton de Beaucourt se demandent si c'est la défense des intérêts du peuple qui fait ainsi s'agiter la gauche ?...

Correspondant BEAUCOURT

DE LA PART DE MONSIEUR HUBERT MOUHAT, CANDIDAT AUX ELECTIONS CANTONALES DU CANTON DE BEAUCOURT

(...) Quand comprendrons-nous que ce n'est pas en déchirant encore plus la plaie que nous trouverons la solution.

(...) Serein, je le suis quand je pense aux journalistes qui vont m'accuser de lorgner à gauche tout en étant un socialiste de droite.

(...) Déçu, je resterai, par l'absence de visite de travail dans ma commune par le Conseiller Général sortant.

Abattu je le suis, quand je compte l'aide morale et le soutien financier apporté à ma commune par Pierre Perrin.

(...) Gestionnaire rompu aux budgets de faibles moyens, je me présente à vous comme un homme entier, sans ambition personnelle, au service de tous, quelles que soient vos appartenances politiques.

Je suis un homme travailleur, d'entente, d'action, qui en apporte la preuve par l'évolution de Montbouton depuis 1971.

C'est sans orgueil que je me suis décidé à briquer vos suffrages aux élections cantonales du 7 mars 1976.

Avec mes sentiments les meilleurs  
Hubert Mouhat  
Maire de Montbouton

## JACQUES PAPINSKI CONTINUE LE COMBAT

Après trois mois de grève de la faim, pour obtenir sa réintégration, Jacques Papinski jugeant qu'elle n'était plus crédible, puisqu'il était sous perfusion les derniers jours, suite à une syncope, avait décidé d'y mettre fin. Le ministre avait promis qu'il lui donnerait un poste à l'étranger, or il n'a toujours reçu aucune offre. Papinski a donc décidé d'entreprendre un tour de France pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement et dénoncer l'atteinte à la liberté d'expression des enseignants et des fonctionnaires.

# LUTTES OUVRIERES

## En bref

### Fonction publique : préavis de grève de tous les syndicats

A la suite de la sixième entrevue entre M. Perronet, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, et les syndicats qui n'a rien apporté, FO et la FEN, vu le caractère misérable des propositions gouvernementales, se sont senties obligées de faire quelque bruit en déposant le préavis de grève pour le 9 mars, la veille du temps fort de la semaine d'action prévu par la CGT et la CFDT. La FEN a laissé la porte ouverte au gouvernement en ayant soin de signaler que ce n'était qu'un préavis et que la décision finale serait prise par la commission administrative de la FEN, qui se réunira le 5 mars. Tandis que se déroule la septième entrevue, la CGT et la CFDT viennent de déposer elles aussi un préavis de grève.

### Ils débrayent aujourd'hui...

- Chez Berliet (Vénissieux et St-Priest) : suite à la série d'actions par ateliers (CDI, CDO...), un débrayage de l'ensemble des ouvriers et employés est prévu pour l'«ouverture des négociations» (salaires, classifications...), appuyé par une manifestation à Lyon.

- A la SNCF : les roulants «autonomes» engagent leur action aujourd'hui, pour un reclassement catégoriel des conducteurs, avec des conséquences sensibles surtout dans la banlieue est et sud-ouest de Paris (un train sur deux, au pire) tandis que l'ensemble du réseau serait faiblement affecté (sauf dans la région de Marseille où certains syndicats CGT et CFDT s'associent à cette action corporatiste)... Pour la masse des cheminots, la semaine prochaine risque d'être plus importante avec un préavis du 8 au 12 mars déposé par les Fédérations CGT et CFDT sur le salaire et les conditions de travail (400 F pour tous de rattrapage, 40 H, 104 repos, des effectifs...)

### L'«affaire Fleurence» continue...

Après 7 ans de procédure et un arrêt de la Cour d'Appel de Lyon, Pierre Fleurence, délégué CFDT des ACIERIES DU FOREZ, licencié en 1968 pour ses activités militantes, n'est toujours pas réintégré ! Condamné à payer 190 358 F (dont 135 369 F d'indemnités de compensation de salaires à Fleurence), la direction des Acieries n'a pas non plus versé la somme. Bien au contraire ! les patrons ont réussi à obtenir la levée des saisies-arrêts décidées précédemment en faveur de Fleurence alors qu'il existe des procédures d'urgence qui auraient permis de faire payer aux Acieries ce qu'elles doivent...

### LES NOUVELLES DE L'A. P. L. DE L'OUEST

#### A CHOLET AUSSI ON LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Un échange de correspondance a commencé à se faire entre les Réhault et leurs camarades de Cholet, notamment une motion de soutien envoyée à «tous les travailleurs de la chaussure dans le Choletais en lutte contre les licenciements».

La direction des chaussures TYP était assignée en référé par la CGT pour licenciements abusifs. La direction avait prononcé 7 licenciements puis reporté deux d'entre eux. Sur les 5 maintenus, 4 visaient des élus du personnel tous membres de la CGT.

Le tribunal a prononcé la réintégration des 3 délégués du personnel sous astreinte de 250 F par personne et par jour ; car le comité d'entreprise n'avait pas vu ces licenciés avant de prendre sa décision.

La direction refuse la réintégration, en les mettant à pied jusqu'au prochain comité d'entreprise.

#### RIEN NE VA PLUS DANS LA CHAUSSURE !

Après Villedieu, Beaupréau, autre ville des Mauques, est touchée par la crise. L'entreprise Gaté (30 personnes) dépose son bilan ; là encore peu d'espoir de reprise ou de rachat.

## LES TRAVAILLEURS DU PARISIEN LIBERE CHEZ DURAFOUR

Hier après un an de lutte, les travailleurs du *Parisien Libéré* manifestaient. «Ils ne vont pas remettre ça, tout de même !» crie un bourgeois, exaspéré près du Ministère du travail. Et bien si ! ils vont remettre ça. Ils sont déjà en train. «Ils», ce sont les travailleurs du *Parisien Libéré* qui hier s'étaient donné rendez-vous sous les fenêtres de Durafour. Cette manifestation était un anniversaire : il y a un an, ils engageaient la lutte, refusant le chômage. Et hier, ils étaient venus montrer qu'ils étaient toujours là et qu'ils n'acceptaient pas de plier. Les femmes des travailleurs étaient venues aussi, ainsi que les enfants en congés, arborant des pancartes disant «mon père veut du travail», «Un an de lutte au *Parisien Libéré*». Sur les trottoirs, pendant qu'une délégation se rend au ministère, les discussions sont nombreuses. Sous le soleil, on évoque cette année de lutte : «Un an déjà, qui dit mieux, hein ? Pourtant, y'a longtemps, qu'ils veulent nous casser. Avec les flics, les

convocations au tribunal». Pour eux, «c'est parce qu'on ne s'est pas laissé enfermer, on s'est fait entendre. Les manifs et tout le reste, c'est comme ça qu'on tient».

#### UNE VOLONTÉ DE LUTTE QUI NE TOMBE PAS DU CIEL

Oui, hier, les discussions montraient à la fois la volonté de lutte et la majorité croit en la victoire. Cela ne tombe pas du ciel. Il est vrai, beaucoup le diront, que les actions de propagandes spectaculaires (Notre Dame, le tour de France), ont permis jusqu'ici de tenir, permettant relativement d'obliger la bourgeoisie à ne pas mettre en œuvre ses plans : liquider rapidement cette lutte. Il est vrai aussi, que la solidarité des travailleurs du livre, prêts à soutenir jusqu'au bout ceux du «*Parisien Libéré*» est un encouragement certain, d'autant plus que ce soutien s'accompagne depuis un an d'un soutien financier de leur part. C'est tous ces acquis positifs,

qui étaient rappelés hier et qu'il faut préserver.

Alors, la bourgeoisie avant hier tentait une nouvelle manœuvre : Durafour apprenant la manifestation d'hier, s'empressait de promettre le maintien des allocations familiales et les prestations d'assurance maladie. C'est un recul, bien sûr, mais qui visait bien évidemment, à faire annuler la mobilisation des travailleurs ! Cela a été un échec, les travailleurs le disaient «ces décisions ne sont qu'un pis aller, ça ne redonne pas l'emploi».

Vers 5 heures, la délégation ressortait du ministère et signalait que l'attaché de cabinet de Durafour allait transmettre l'entrevue à Durafour. La bourgeoisie aujourd'hui, c'est clair, essaie de faire écarter le conflit.

Les travailleurs portaient alors en manifestation aux cris de «Non, non non aux licenciements». Une deuxième année de lutte commence !

### France-Soir Les ouvriers protestent contre les restructurations

Les délégués de la FFTL CGT ont refusé toute discussion sur l'introduction en cours de la photocomposition (tant que ne serait pas intervenu un accord cadre régional) et se sont opposés au démontage de certaines machines. La direction de France Soir et du groupe F.E.P. prétend, elle, qu'«il est indispensable de diminuer fortement les coûts de fabrication de France Soir pour lui permettre de survivre». Dominique Ferry, le PDG, veut faire vite : l'introduction de la photocomposition et la «révision des annexes techniques» (régissant l'emploi et les conditions de travail dans la fabrication du journal) doivent «rapidement aboutir», selon lui ; quitte à ce que cela soit «régulé au niveau de la profession», par dessus la tête des ouvriers de France Soir. En guise de première réplique, les ouvriers ont décidé de continuer à bloquer le démontage de l'ancien matériel. Comme au *Parisien Libéré*, ce qui est en jeu, c'est des emplois et surtout une déqualification marquée des ouvriers du livre, dont les avantages antérieurs sont frappés de plein fouet par les suites du plan Lecat de restructuration de l'imprimerie en France...



## FOUGERES UN PAS VERS L'UNITE SYNDICALE

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFTC, et FEN de Fougères se sont rencontrées pendant deux heures mardi après midi. A l'ordre du jour de cette inter-syndicale, se pose la situation de l'emploi sur la ville et la définition de perspectives d'action.

#### DES PERSPECTIVES INTERESSANTES

Cette unité est un coup pour la droite qui mise beaucoup sur le manque d'unité des syndicats à Fougères. Sans vouloir surestimer son impact, il est sûr que l'on va dans le sens de «l'unité pour l'action» dans la mesure où elle s'établit à l'initiative des syndicalistes les plus actifs et sous la pression de la volonté grandissante des travailleurs fougérais. Est-ce un pas vers la remise sur pied du front syndical fougérais ? Tous les travailleurs l'espèrent.

Les organisations se sont mises d'accord (non sans mal !!) sur les points suivants :

- discussion d'une plate-forme revendicative commune au niveau de la ville qui reprend essentiellement les revendications des «Réhault» : Refus de tout licenciement ou démantèlement, maintien des avantages acquis,

- décision d'un débrayage inter-professionnel mardi prochain à 16 h,

- accord sur le principe d'une journée «Fougères, ville morte» pour le vendredi 19 mars, qui reste à organiser concrètement... Ces perspectives vont dans le sens de la lutte, elles sont donc très positives. Encore faut-il lutter pour leur application, éviter les dérobades et les reculs de la frange «modérée» des syndicalistes fougérais.

#### CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN

Les travailleurs de Réhault et leurs sections syndicales CGT et CFDT ont pris l'initiative, pour répondre à plusieurs demandes, de proposer à toutes les organisations qui le désirent de se regrouper dans un Comité de Soutien. Ce comité, placé sous la direction de l'Assemblée Générale, sera le cadre où pourront se rassembler toutes les propositions d'action, d'initiatives, suggestions susceptibles de soutenir et de mieux populariser, aider la lutte sous toutes les formes possibles... Les propositions du comité seront de toutes façon proposées en assemblée générale qui décidera ou non de leur application.

C'est une arme de lutte supplémentaire que viennent de se donner les travailleurs de chez Réhault !

# LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

## LES TRAVAILLEURS A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE

Pour monsieur Fourcade, il n'y aurait que 420 000 chômeurs ! le reste n'étant finalement qu'un ramassis de chômeurs professionnels. Les initiatives que nous rapportons sont déjà une première réponse à vos mensonges et vos tentatives de monter l'opinion publique contre les chômeurs tourneront court avec le développement de toutes les initiatives d'unité populaire qui ne manquent pas d'être prises aujourd'hui.

chômeurs ont pu suivre avec attention divers témoignages de travailleurs et de chômeurs de Villefranche et de la région proche. Des panneaux avec photos dont beaucoup avaient été faits par des jeunes chômeurs et chômeuses, permettaient d'apprendre par exemple ce que coûte la journée d'un chômeur qui cherche du travail (frais de timbres de téléphone, de transport, d'annonces...). Les conditions pour être secouru, des photos de l'intervention chômage devant l'ANPE, etc...

Ansoux secrétaire de l'UL CFDT a fait un tableau de ceux qui sont frappés par le chômage indiquant que femmes immigrés et jeunes représentent 50 % des chômeurs. Il a indiqué

que depuis plusieurs semaines l'UL a eu le souci de voir comment ne pas laisser les chômeurs isolés et prendre en charge leurs problèmes. La création d'une commission chômage et les premières réunions avec des chômeurs et des chômeuses ont abouti au fait que la création d'un large Comité de Lutte contre le Chômage était nécessaire. Mais a-t-il souligné d'autres organisations ont déjà fait de leur côté un travail sur ce problème. N'y aurait-il pas possibilité déjà à partir de là d'élargir le comité ? Il faut signaler que l'UL avait envoyé à toutes les organisations politiques et syndicales une invitation à participer à cette réunion. Le P(C)F a répondu qu'il ne voudrait pas là où des «groupuscules irresponsables» étaient invités. Le PCR, la JOC, l'UJCR se sont associés à la construction de ce comité étant entendu que les sigles d'organisation n'avaient pas lieu d'être. D'autres organisations s'associeront probablement par la suite à cette initiative.

Un syndicaliste CFDT a fait l'analyse des causes du chômage, indiquant qu'il y avait 1500 chômeurs à Villefranche, «aucune expansion aussi forte soit-elle ne peut résorber le chômage» a-t-il déclaré. Puis des délégués de Cincinnati-Machine-outil, de Bulair-Fontaine à Chazy, d'Azergues, de Rhône-Poulenc-Textile (RPT) ont témoigné sur les licenciements : en un an à Cincinnati, sans qu'une riposte conséquente puisse être construite à cause de la non entente avec la CGT, 26 annoncés à Bulair sur 46 ouvriers mais aussitôt suspendus quand la section syndicale a découvert qu'il y avait un million de bombes aérosols en commande, contrairement à ce qu'avait annoncé la direction, 3 000 licenciements annoncés à RPT. D'autres témoignages d'une jeune chômeuse, d'une Ex-employée d'ANPE expliquant les pressions que subissait le personnel pour radier le plus possible de chômeurs, et de parents de jeunes chômeurs ont terminé la réunion, clôturée par un appel à constituer un Comité de Lutte contre le Chômage, par un membre de la Commission Chômage. 40 personnes ont laissé leurs noms et adresses pour y participer. Voilà un Comité de lutte qui part d'un bon pied.

### Villeurbanne : TRANSPORTS GRATUITS

Samedi 28 février, le Comité de Lutte contre le Chômage de Villeurbanne a fait une intervention sur la ligne principale des T.C.L. (Transports en Communs Lyonnais) en diffusant des tracts pour amener la population lyonnaise à se mobiliser autour des chômeurs afin d'obtenir les transports en commun gratuits. Le Comité de Lutte a fait signer aussi la pétition qui doit être portée aux T.C.L. et au préfet. Une soixantaine de signatures ont été obtenues et ce qui est très important ce sont les dis-

cussions engagées à partir de cette diffusion de tracts : de nombreuses personnes se sont montrées enchantées de cette initiative, déplorant même parfois qu'elle n'ait pas été prise plus tôt ; quelques travailleurs se sont rapidement proposés pour agir avec le Comité de Lutte, dans de prochaines interventions et ont discuté longuement avec certains camarades du CLCC à propos de questions que se posent les travailleurs et la jeunesse.

correspondant.



Mercredi 25 février 1976. - Les différents Comités de Lutte réunis au sein d'une coordination lyonnaise pour engager l'action pour obtenir les transports gratuits pour les chômeurs rappellent :

- 1- Le transport payé par le patron, c'est déjà une revendication des travailleurs, pour les chômeurs le problème est d'autant plus urgent qu'être chômeur cela signifie : des revenus réduits ou pas de revenus, des déplacements fréquents pour trouver un emploi (certains chômeurs dépensent jusqu'à 200 F par mois de frais de transport).
- 2- que depuis plusieurs semaines les Comités de Lutte ont engagé l'action pour la gratuité des transports, en menant une campagne d'information par tracts, affiches, pétition signée par des centaines de personnes devant l'ANPE, sur les marchés, dans les usines.

Les Comités de Lutte ont également participé au rassemblement du 19 devant le siège des T.C.L. aux côtés de la C.G.T.

Nous avons exigé par lettre au préfet, à la Courly, aux T.C.L. qu'ils se prononcent rapidement sur cette revendication.

Nous notons qu'à ce jour aucune réponse n'est parvenue aux différents Comités.

Si les autorités compétentes persistent dans leur mutisme, les chômeurs seront amenés à envisager d'autres formes de lutte pour faire aboutir leur juste revendication.

Nous appelons les chômeurs à rejoindre les différents Comités de lutte contre le chômage qui se tiennent à leur disposition pour envisager avec eux les formes de lutte pour faire aboutir leurs revendications (saisies, expulsions, gratuité des soins, retard dans le paiement des indemnités...)

**Le Comité de Lutte pour l'Emploi contre le Chômage et la vie chère du 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> arr.**  
Permanence : jeudi 18 h à 20 h.  
MAJO3, rue d'Aubigny - LYON 3<sup>e</sup>

**Le Comité de Lutte contre le Chômage et la Vie Chère de Vénissieux.**  
Permanence : lundi 20 h 30 à 22 h.  
Cité administrative ZUP Vénissieux.  
Fremaux ou Descourvières - 16, rue Gabriel Fauré. ZUP

**Le Comité de Lutte contre le Chômage de Villeurbanne.** Permanence : mercredi 17 h 30 à 19 h.  
MAJO impasse Métral VILLEURBANNE.

**Le Groupe d'Action contre le Chômage et la Vie Chère de La Duchère.**  
Permanence : mardi et jeudi 19 h à 21 h, samedi de 10 h à 12 h. Foyer protestant de la Duchère.

le 30/2/76 Correspondant.

### Villefranche-sur-Saône

#### Hem : bourse aux vêtements

Des pantalons, des robes, des manteaux, des impers à 5 F, des chemises, des pulls à 3 F ou 2 F, des habits d'enfants à 1 F. Non ce n'est pas «Mammouth qui écrase les prix !» aujourd'hui, c'est la «bourse aux vêtements» du Comité de Lutte contre le Chômage de Hem qui les pulvérise !

Ces habits ont été récoltés par le Comité de Lutte au cours d'un porte à porte accompagné de nombreuses discussions, dans un quartier populaire d'Hem. Aujourd'hui on les vend à très bas prix à d'autres familles populaires dans une salle du Centre Social.

Pourquoi les vendre ?

C'est expliqué à l'entrée par panneaux : «Parce que l'argent récolté lors de cette vente nous permettra de mieux nous défendre et de nous entraider : fond de solidarité, etc...» A côté, d'autres panneaux dénoncent le capitalisme, sa politique de crise et de chômage, d'autres également sur des problèmes plus spécifiques aux quartiers d'Hem : insalubrité des HLM du GIL etc... En musique de fond, des chants révolutionnaires : on est loin de l'esprit petit-commerçant !

Nous allons voir M., un responsable du Comité :

**QdP : «Comment le Comité va-t-il mettre à profit cette expérience ?»**

M. : «D'une part sans doute nous ferons de telles ventes en essayant d'améliorer encore plus le style de travail et en choisissant des lieux encore plus populaires, là où le Comité est vraiment connu. D'autre part il y a des familles et des ouvriers, chômeurs ou non, qui nous ont laissé leur adresse pour qu'on puisse les recontacter : nous n'y manquerons pas bien sûr. Enfin nous discuterons de tout ça, bon, j'y vais...»

Vendredi 27 février s'est tenue à la Bourse de Travail la réunion publique appelant à discuter du chômage. Elle a connu un vif succès, la salle était pleine, plus de 100 personnes d'un public populaire de jeunes et de moins jeunes dont une dizaine de

### Autour de ceux de chez Piron : «Le Perche se réveille !»



C'est ce que soulignait un orateur CFDT à la manifestation tenue samedi dernier avec environ 200 personnes qui manifestaient leur soutien aux ouvriers ex-PIRON de Bretoncelles. C'était la première manifestation ouvrière depuis bien longtemps dans la région, très offensive... Plusieurs usines en lutte étaient aux côtés des ex-PIRON, comme CILOR-CRINOR (Moulin-la-marche), T.A.I. (Alençon), où 30 ouvrières viennent d'être licenciées et plusieurs autres licenciements annoncés...

A travers un quartier populaire, la manifestation a été bien accueillie : «Ils ont bien raison de se battre, disait un vieux travailleur sur leur passage, car si on n'y met pas, le bout du tunnel n'est pas encore percé !»

Pour «lutter contre la répression anti-syndicale», les ouvriers en lutte avaient reçu le soutien des Paysans-Travailleurs, du PCRml et de militants écologistes de la région du Perche...

Pendant ce temps là, commentant les événements de Bretoncelles, le candidat P(C)F aux cantonales devait déclarer à Ouest-France qu'«un conseiller général communiste aurait évité des erreurs, en particulier ce refus du second compromis LE BRANCHU» (pourtant largement rejeté par les travailleurs eux-mêmes). Avec lui, «ça ne se serait pas passé comme ça» : il y a longtemps que la lutte aurait été enterrée ! Mais elle continue, malgré le P(C)F, pour la réintégration de tous les ex-PIRON après 14 mois de bataille pour l'emploi !

le 1/3/76  
correspondant Roubaix

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Après l'inculpation par le juge Charette du directeur des Houillères du Nord

### "IL FAUT QUE HECQUET SOIT INCULPE AUSSI POUR LES 42 DE LIEVIN"

#### nous déclare un vieux mineur

Hecquet, directeur général des Houillères du bassin Nord-Pas de Calais a été inculpé d'homicide et blessures involontaires par le juge de Charette, à la suite de quatre asphyxies survenues à Vermelles, le 31 mai 74, et une à Vendin-le-Vieil, le 18 juillet 74. Ce sont des fuites à partir d'une conduite de gaz construite en 1949, qui va de Mazingarde à Douvrin qui en est à l'origine.

**Interview de Mme Grivoval, cultivatrice à Vermelles, Pas-de-Calais. Son mari et trois de ses enfants sont morts, le 31 mai 74.**

**— Le Quotidien du Peuple : Comment cela est-il arrivé ?**

— Mme G. : La conduite de gaz qui va de Mazingarde à Sina-Lens passe devant la maison. Il y avait une cuve de décantation devant la fenêtre. Il y a eu une fuite, le gaz s'est infiltré dans le sol, il est rentré par le sous-sol de la maison. On n'a rien senti. A minuit, je me suis trouvée mal, je suis tombée en syncope devant la porte. C'est le filet d'air qui m'a sauvée. Mais mon mari et mes trois enfants sont morts. Les six autres sont vivants parce qu'ils étaient en pension. A 6 H du matin, les voisins sont venus chercher du secours parce qu'ils étaient à demi asphyxiés. C'est eux qui nous ont trouvés.

**— QdP : On dit qu'il y a eu un contrôle de sécurité, le 25 mai. Alors comment explique-t-on l'accident ?**

— Mme G. : Ils disent que les tuyaux étaient encore in-

tacts, que la fuite venait de la cuve. Il y a souvent des contrôles pour purger la cuve. Il y en a eu un le 25 mai, mais ce n'était pas un vrai contrôle, c'était un simple nettoyage. Le débit de gaz est mesuré au départ et à l'arrivée, donc les Houillères auraient pu savoir qu'il en manquait. Cinquante mètres cubes de gaz échappés, ça suffit pour faire des morts. Mais les Houillères disent que leurs manomètres ne sont pas sensibles à ça ! Ce n'est pas la première fois qu'il y a des fuites : un voisin, M. Fouquenelle a porté plainte plusieurs fois. Le gaz s'échappait dans ses champs et ses récoltes mourraient. Après l'accident, ils ont déplacé la cuve, elle était rongée par le gaz. La route est étroite, les camions et les tracteurs sont obligés de passer sur les conduites. Depuis l'accident, ils ont déplacé les conduites, et ils disent qu'il n'y a plus de danger... Pour moi, les canalisations devaient passer dans les champs, pas dans les agglomérations. Après l'accident, les Houillères ont vérifié toutes les cuves de décantation ! Au carrefour du coron du 7, ils ont changé la cuve, devant l'arrêt du bus. Mais après, les

mineurs qui prenaient le bus s'endormaient : il y avait encore du gaz qui s'échappait.

**— QdP : Cela fait deux ans que «l'accident» a eu lieu. Que s'est-il passé durant cette période ?**

Mme G. : Moi, je n'ai plus entendu parler de rien. On

m'ont pas donné de pension pour la mort de mon mari. Ce n'était pas un accident du travail, disent-ils. Alors c'est moi qui m'occupe de la ferme maintenant.

**Nous avons interrogé un mineur retraité de Liévin, sur l'inculpation de Hecquet.**

**— QdP : Et tu penses qu'il sera condamné ?**

R. : Pour qu'il soit condamné, Charette ne doit pas être tout seul, sinon, on va lui enlever le dossier comme on a fait à Pascal pour la catastrophe de Liévin.

**— QdP : Que faut-il faire, à ton avis, pour qu'on ne lui retire pas le dossier ?**

R. : Si c'était comme ça devrait être, si les syndicats étaient vraiment unis, ils auraient les moyens de soutenir Charette. Mais ils ne le feront pas. Nous, on a l'idée de ce qu'il faut faire : il faut être vraiment nombreux, sinon Charette sera tout seul com-

me Pascal l'a été. Il faudrait que Charette vienne à Liévin, avec le juge Pascal, pour discuter avec les mineurs, le 20 mars.

**— QdP : Est-ce qu'il y a un lien entre l'inculpation de Hecquet et l'enquête sur la catastrophe de Liévin ?**

R. : Moi j'en vois un : ou bien on va faire semblant de mettre une sanction à Hecquet pour camoufler sa responsabilité dans la mort des 42 de Liévin, ou bien, puisque Hecquet est inculpé pour la mort de cinq personnes, il doit l'être aussi pour nos 42 camarades. Des inculpations comme ça, il devrait y en avoir par milliers.



n'en reparle qu'aujourd'hui. C'est l'avocat qui a pris les affaires en main. Les Houillères m'ont donné deux fois 5 millions en attendant le jugement. Une fois pour les funérailles, une fois l'année suivante quand j'ai dû prendre un ouvrier. Mais ils ne

**— QdP : Que penses-tu de cette inculpation ?**

R. : C'est une bonne chose, et c'est logique. Ce n'est pas le tout d'empocher l'argent et de ne jamais trinquer. C'est lui qui tire les ficelles en haut. Mais il faut aussi qu'il soit condamné.

### Liévin : le conseiller Paul et l'expert descendent à la fosse 3 : du cinéma !

Mardi 2 mars, le conseiller Paul, son expert, Coquidé (l'ingénieur inculpé), des avocats et des ingénieurs du service des Mines, sont descendus dans la fosse. Il n'y a pas eu de déclaration à la sortie. La population de Liévin ne se laisse pas prendre à ce cinéma. Pascal, lui, avait inculpé Coquidé pour frapper plus haut. Il a été dessaisi. Pour la première fois, un juge descendait dans la fosse après une catastrophe ! Paul l'a singé, 14 mois après, mais c'est pour inculper plus bas. Depuis, les Houillères ont fait des travaux aux Six Sillons !

## Référendum sur la peine de mort

### COMMENT LE «PARISIEN LIBÉRÉ» PROFITE DU CRIME

Le «Parisien Libéré» n'a pas manqué d'exploiter l'assassinat du petit Philippe Bertrand et l'émotion qu'il a suscitée. Depuis trois semaines, il mène une campagne quotidienne pour l'emploi plus fréquent de la peine de mort. Sans délaisser les méthodes grossières qu'il affectionne, il tente cette fois de faire preuve de plus de subtilité, en organisant une «enquête-référendum» «pour ou contre la peine de mort ?»

Plusieurs «personnalités» sont interviewées : hommes de lettres, militaires, ecclésiastiques, médecins, scientifiques, etc... Dans tout ce lot de réactionnaires, une infime minorité se déclare opposée à la peine capitale, ce qui donne au *Parisien libéré* une caution d'apparente objectivité. La majorité, évidemment est favorable à la peine de mort, et va dans le même sens que la propagande quotidienne du torchon d'Amour.

#### UN REFERENDUM TRUQUÉ

A côté de cette pseudo-enquête, on trouve un bulletin de réponse à plusieurs questions : pour ou contre la peine de mort, pour ou contre le droit de grâce présidentiel. De ce référendum sortira à coup sûr, après une telle mise

en condition une énorme majorité en faveur de la peine de mort, que réclame tous les jours *Le Parisien Libéré*.

*Le Parisien Libéré* justifie le recours plus fréquent à la peine capitale au nom de l'insécurité qui règne actuellement. Passons sur le fait que cette insécurité est délibérément grossie, que les colonnes du *Parisien Libéré* sont aux trois quart remplies par des attaques de vieillards, des actes de banditisme, des meurtres, etc... Comme s'il ne se passait rien d'autre. Tout est mêlé ; gestes de fous, crimes de la pègre, actes de désespérés acculés par la misère, pour donner l'idée qu'il s'agit d'une même violence. Le crime cynique et révoltant d'un Patrick Henry est assimilé au geste du chômeur volant pour manger.

#### INDULGENCE POUR LES CRIMES DES PATRONS

Par contre le *Parisien Libéré* prend la défense des patrons responsables d'accidents du travail. Hier sous le titre «Le juge Charette récidive» il s'en prenait au juge Charette pour avoir inculpé Hecquet directeur des Houillères du nord et responsable de la mort de cinq travailleurs. Indulgence pour les patrons, durcissement de la répression contre les travailleurs demande le *Parisien Libéré*.

Au contraire nous exigeons que soient plus sévèrement réprimés ceux qui sont responsables des accidents du travail, les patrons. Quant aux autres crimes, ce n'est pas le recours à la peine de mort qui les fera diminuer, elle n'a aucune valeur d'exemplarité. Ce qu'il faut c'est s'attaquer aux causes de cette criminalité, au capitalisme lui-même qui crée la misère et aux idées qu'il développe, à la morale frelatée qu'il secrète et qui place l'argent au dessus de la vie humaine.

S. LIVET

## LE CANCER EST UNE MALADIE SOCIALE

D'après les statistiques de l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), 100 000 personnes meurent chaque année en France de cancer, sur 160 000 atteintes. Les maladies du cœur et du système vasculaire sont aussi dangereuses, pourtant elles ne suscitent pas les mêmes inquiétudes, elles ne sont pas entourées du même mystère, et surtout ne donnent pas lieu aux mêmes campagnes «d'appel à la charité publique». On considère souvent les cancers comme des «maladies du monde moderne». Certains vont même jusqu'à dire que «chaque époque à ses morts». Il y a eu la tuberculose, il y a aujourd'hui le cancer... Derrière ces considérations fumeuses se cache une autre réalité : le cancer est la maladie d'un certain monde moderne. Tous les développements récents de la recherche médicale le prouvent : 80 % des cancers sont dus à des facteurs liés à l'environnement. Et l'environnement veut dire pollutions de toutes sortes, conditions d'alimentation, de vie, imposées aux travailleurs.

En 1775, un médecin anglais, Percival Pott, s'aperçut que les ramoneurs anglais étaient les plus touchés par le cancer du scrotum. Il établit le lien avec la suie des cheminées. Avec le développement de l'industrie capitaliste, au XIXème et surtout au XXème siècle, les cancers ont pris de plus en plus d'ampleur. En 1930, on put identifier dans le goudron de houille les substances cancérigènes (dont la présence dans l'organisme est liée avec certitude à l'apparition d'un cancer). Ce fut surtout l'occasion de mettre en évidence le lien entre l'usage intensif du tabac et les cancers des voies respira-

toires. Aujourd'hui, ce lien n'est contesté par personne. On se demande beaucoup moins, par contre qui tire profit de l'industrie du tabac... Mais on a aussi mis en évidence beaucoup d'autres substances cancérigènes : les carbures polycycliques (présents dans les fumées), les nitrites, certains colorants utilisés dans l'alimentation, les chlorures de vinyl (qui font la base de beaucoup d'objets en plastique, comme les bouteilles), les poussières d'amiante, pour les ouvriers de cette industrie, mais aussi pour les habitants de constructions où l'amiante est utilisée sans précautions (fa-

culté Jussieu à Paris, nouveaux HLM...), l'alcool, et d'innombrables composés produits par les usines. On comprend dès lors le caractère spécifique du cancer ! Tout cela est aujourd'hui connu, du moins par les spécialistes et les responsables de la santé. Seulement voilà : tirer les conclusions logiques de ces découvertes leur est bien difficile, puisqu'ils défendent les mêmes intérêts que les responsables de ces pollutions !

#### PARIS-LYON EN 2 HEURES PAR LE TGV

Le Conseil d'Etat saisi par une organisation d'écologistes a rendu un avis favorable au T.G.V. (Turbotrain Grande Vitesse) Paris-Lyon. La SNCF qui ne doutait pas de la décision avait déjà commandé les rames. Le futur train reliera Paris à Lyon en deux heures, il pourra atteindre la vitesse de 300 km/h et représentera donc un progrès important. Cependant, cette nouvelle liaison ne devrait pas se faire au détriment d'autres investissements sur les lignes moins fréquentées et au détriment de la sécurité des travailleurs de la SNCF.

## INTERNATIONAL

## MOZAMBIQUE : HALTE A L'AGRESSION DU GOUVERNEMENT FASCISTE DE RHODESIE

Les 23 et 24 février derniers, le village mozambicain de Pafuri était attaqué, bombardé par l'artillerie et l'aviation rhodésiennes. C'est une juste riposte à cette agression qu'aujourd'hui, le Mozambique ferme ses frontières et confisque les biens rhodésiens au Mozambique. Ainsi, la Rhodésie se trouve privée d'une communication directe avec le port de Beira, situé au Mozambique. Depuis de longs mois, et au cours de la guerre populaire menée par le peuple du Mozambique, le gouvernement fasciste et raciste de Rhodésie n'a pas cessé ses agressions. A maintes reprises, des troupes rhodésiennes pénétrèrent au Mozambique pour s'attaquer aux villages situés près de la frontière : ils n'ont pas hésité à tuer et massacrer femmes et enfants. Ainsi des villages entiers ont été rasés et supprimés. C'est en liaison étroite avec les colonialistes portugais que ces agressions étaient organisées. Aujourd'hui, alors que depuis le 25 juin 1975, le peuple mozambicain s'est libéré du joug colonialiste, ces attaques se poursuivent.

Mais le gouvernement raciste de Rhodésie se trouve aujourd'hui dans un isolement de plus en plus important. En effet, on ne compte plus les condamnations de l'ONU, appelant au blocus contre ce pays. Par ailleurs, les pays d'Afrique regroupés dans l'organisation de l'unité africaine ont unanimement dénoncé le terrorisme organisé par la minorité blanche contre les masses africaines

du Zimbabwe (Rhodésie). Aujourd'hui, le peuple du Zimbabwe renforce sa lutte contre la dictature ouverte qui le frappe chaque jour. La guérilla se développe et trou-

ve un large appui et soutien chez tous les peuples africains et du monde. La vigilance révolutionnaire du peuple du Mozambique, l'avancée du mouvement de lutte

armée du peuple du Zimbabwe, affaibliront puis abattront leur ennemi commun, l'Etat raciste et fasciste rhodésien.



## Portugal : L'offensive réactionnaire dans l'armée se poursuit

Le 27 février, le chef d'état major de l'armée de l'air portugaise, le général Morais e Silva, faisait une déclaration qui vient d'être publiée dans la presse portugaise. Dans ce discours, le général d'aviation s'opposait sur deux points aux décisions du Conseil de la Révolution, où sa tendance est jusqu'ici minoritaire. D'une part, il se désolidarisait de la reconnaissance par le Portugal de la République Populaire d'Angola, régime mis en place par le MPLA. D'autre part, et surtout, il s'opposait à la désignation d'un candidat militaire aux élections présidentielles qui doivent avoir lieu ce printemps : « Si un candidat surgit, la force aérienne désavouera le groupe

qui l'aura présenté ».

Cette déclaration vient rompre l'unité toute de façade qui était celle de l'armée portugaise depuis le coup d'état du 25 novembre. A l'époque, les officiers sociaux démocrates dits « groupe des neuf » avaient fait alliance, afin de réussir le « nettoyage » des casernes de leurs éléments progressistes, avec des militaires représentant la vieille droite. Certains de ces derniers appartenaient même aux groupes éliminés lors du renversement du fascisme et de l'échec du coup d'état de Spínola.

Depuis, les contradictions se sont aigüées entre les « neuf » de Mélo Antunes et la

droite portugaise, qui entend poursuivre pas à pas son « épuration à gauche » de l'armée. Déjà, l'accord signé entre les militaires et les partis politiques il y a quelques jours marquait une régression importante des pouvoirs du groupe Antunes, favorable à une alliance avec le P(C)P. Aujourd'hui, c'est au sein même de l'organisme supérieur des forces armées que se poursuit l'offensive.

Les hésitations de la petite bourgeoisie militaire, les manœuvres du parti révisionniste de Cunhal, débouchent aujourd'hui sur une amère réalité : la victoire de plus en plus effrontée de ce que le Portugal connaît de plus réactionnaire.

## 15 ANS DE POUVOIR DE HASSAN II - 15 ANS DE LUTTE DU PEUPLE MAROCAIN - 15 ANS DE RÉPRESSION

C'est avec un certain éclat et dans l'euphorie des retrouvailles franco-marocaines que la presse célèbre le quinzième anniversaire de l'avènement de Hassan II. Il y a bien sûr quelques ombres telles que

En réalité depuis l'indépendance en 56, les luttes des masses n'ont pas manqué, obligeant Hassan à déclarer en 72 : « Dieu a placé le roi sur le trône pour sauvegarder la monarchie. Pour cette sauvegarde, le rite malékite prévoit qu'il ne faut pas hésiter s'il le faut à faire périr le tiers de la population aux idées néfastes pour préserver les deux tiers aux idées saines ».

Sur le plan intérieur, après les massacres du RIF et du Moyen-Atlas en 58/59, et l'exécution de 14 militants en mars 65, arrêtés en 64, les luttes ont culminé avec l'insurrection populaire de 1965, dirigée contre un régime réactionnaire et affameur, qui a fait plus d'un millier de morts. Si la répression sanglante qui a eu lieu a provisoirement diminué l'intensité des luttes, celles-ci reprenaient dès 70 avec l'insurrection paysanne de Oulad Khalifa, qui avait occupé des terres appartenant aux « nouveaux colons marocains ». Des exécutions massives de militaires ont eu lieu en 71 et 73, notamment contre les militants du Mouvement du 3 mars lancés de l'armée de



libération nationale). A l'heure actuelle, les luttes prennent une extension nouvelle. Les ouvriers agricoles de l'entreprise d'état SODEFA de Larache sont en lutte depuis un mois et demi pour l'augmentation des salaires et contre les conditions de travail : 4 heures de transport journalier à pied et plus de 9 heures de travail. Dans la région de Merchouch-Zaër, les ouvriers agricoles ont engagé des actions contre les nouveaux colons qui ont purement et simplement repris les anciens domaines en re-

l'assassinat de Ben Barka, en 65, ou l'affaire de Skhirat, mais l'opposition au régime féodal et réactionnaire de Hassan se limite pour certains à des complots de palais.

phate de Khouribga l'an dernier les travailleurs s'opposent de plus en plus au syndicat UMT, le mettant en demeure de prendre position sur les conflits !

Devant cette situation, la répression depuis quelques mois revêt un caractère plus « scientifique », les conditions de détentions des prisonniers de Kenitra et de Casa se sont aggravées. Ce ne sont plus seulement 105 militants révolutionnaires qui sont emprisonnés, dont un est mort sous la torture et un autre A. Zeroual a disparu, ce ne sont plus seulement une centaine de militants soupçonnés d'appartenir à la gauche révolutionnaire qui ont été arrêtés au cours du seul mois de janvier, c'est pour la première fois des femmes, des centaines d'ouvriers et paysans arrêtés au cours des luttes revendicatives. La marche verte, en pleine période des semailles, a eu pour objet de détourner le mécontentement populaire sans y réussir. Hassan II doit venir en France en avril, mais s'y risquera-t-il ? La dernière fois qu'il avait quitté Rabat, il avait bien failli ne pas pouvoir revenir !...

## En bref

### Les monopoles français obtiennent des marchés à Bahrein

A l'issue de la visite du chef d'Etat de Bahrein, deux accords ont été signés avec Sofrelec et Pont à Mousson pour une centrale électrique et une centrale de désalinisation de l'eau de mer. Afin de parachever cette entreprise commerciale, le représentant Giscard se rendra à Bahrein.

### Moscou : unité de façade, sourde lutte de cliques

Un certain nombre d'observateurs en viennent à s'interroger aujourd'hui sur le sens des éloges outranciers adressés à Brejnev par de nombreux délégués au congrès du parti « communiste » soviétique. On remarque en même temps que les mêmes délégués évitent de reprendre certaines propositions du premier secrétaire, notamment son projet de nouvelle constitution. Un certain nombre passent également sous silence les déclarations de Brejnev concernant son prétendu programme de paix. En tout cas, l'actuel ministre de l'agriculture, Polianski, est vigoureusement attaqué ; rien d'étonnant : n'est-ce pas là que se manifestent le plus crûment les résultats du rétablissement du capitalisme en URSS ? Plutôt que d'en assumer la responsabilité collective, les nouveaux bourgeois soviétiques préfèrent évidemment trouver parmi eux un bouc émissaire.

### Etats Unis : Jackson en tête des démocrates aux primaires du Massachusetts

Les élections primaires du Massachusetts ont donné, chez les démocrates, un certain avantage au sénateur Jackson, qui marque ainsi un point dans sa tentative pour être désigné comme candidat démocrate aux élections présidentielles. Ce politicien s'est distingué ces dernières années sur deux points : d'une part, sa critique des concessions américaines à la politique de prétendue « détente » de l'URSS. D'autre part, il est connu, au sein du parti démocrate, comme l'un des principaux représentants du groupe de pression (lobby) sioniste. D'ici à la Maison Blanche, il y a encore un chemin bien long à parcourir pour tous les candidats, au milieu du maquis des groupes d'intérêts concurrents qui dominent la politique U.S.

### Angola : le MPLA donne des précisions

A la suite de nouvelles indiquant que l'Angola « poursuivait la lutte armée contre les racistes blancs en Namibie et au Zimbabwe (Rhodésie) », une mise au point a été faite à Luanda. Il y est indiqué que Neto a déclaré : « Il est de notre devoir d'aider les autres mouvements africains dans leur lutte de libération nationale. Mais il n'est pas question pour nous d'envahir la Namibie ou le Zimbabwe ».

Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères de la Zambie a déclaré, au sujet des rapports de son pays avec la république mise sur pied par le MPLA : « Nous avons coopéré avec le MPLA pendant de nombreuses années et nous croyons que nous développerons des liens encore plus fructueux avec ce mouvement ».

### Renforcement des forces agressives américaines en Corée du Sud

Le ministre des affaires étrangères de la République Populaire Démocratique de Corée a fait dernièrement une déclaration dénonçant l'introduction, le 24 février dernier, en Corée du Sud, de chasseurs bombardiers « F 111 » de type le plus nouveau. Le communiqué précise « Le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée et le peuple coréen condamnent résolument les Etats-Unis qui occupent toujours la Corée du Sud et renforcent leurs forces armées agressives ». Chassé du Vietnam, du Cambodge, du Laos par les peuples en armes, l'impérialisme américain tente par tous les moyens de maintenir sa présence en Corée, et de perpétuer la division du pays qu'il a lui-même imposée. Il soutient à fond le fasciste Park qui fait peser une dictature féroce sur le peuple en Corée du sud. Mais l'impérialisme américain et ses laquais vont au devant d'échecs retentissants : le peuple coréen saura imposer la réunification de sa patrie, dans le cadre d'une République Populaire et Démocratique.

# ETUDIANTS

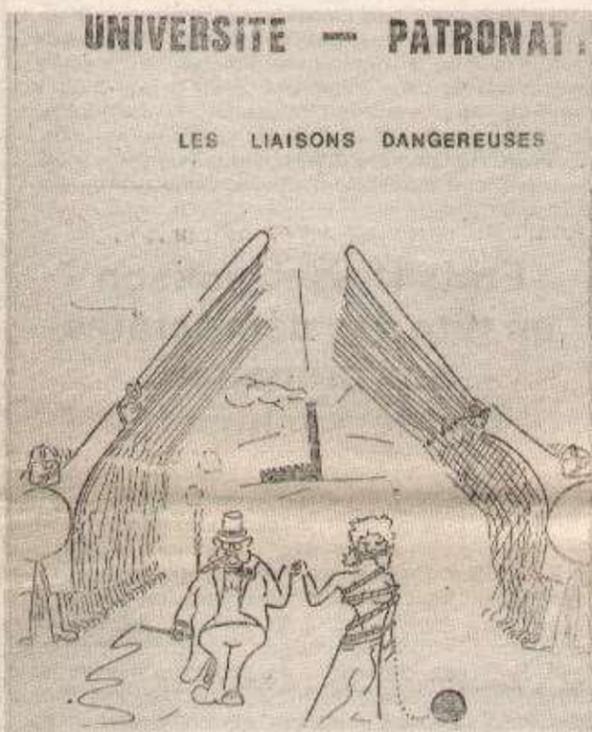
## 3<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE A L'UNIVERSITÉ D'AMIENS

# "NOUS REFUSONS LA MAINMISE DU PATRONAT"

Les étudiants d'Amiens sont dans leur troisième semaine de grève. Animation active des facs occupées, prise en charge de la popularisation en ville, auprès des travailleurs, tels sont les grands points positifs de la lutte, à l'heure actuelle nous écrit notre correspondant. Le 19 février, l'A.G. a décidé de s'aligner sur la plate forme de lutte des étudiants nantais. Ils réclament l'abrogation des décrets Soisson et s'opposent à la main mise du patronat sur les facultés et appellent l'ensemble des universités à engager la lutte. La question qui se pose aujourd'hui, nous dit notre correspondant, c'est de créer une unité de lutte ouvriers-paysans, classe ouvrière en tête et pour cela, intensifier la politisation du mouvement qui chaque jour progresse.



Aujourd'hui, les étudiants d'Amiens rejoignent ceux de Nantes...



Populariser la lutte, c'est forcer la presse bourgeoise à en parler, aller en ville (le campus universitaire est à plusieurs kms de la ville), c'est aller discuter avec des travailleurs.

Un comité de presse a été mis en place pour contrôler ce qui est dit sur la lutte, pour forcer le quotidien local à en parler correctement (il a pris une sale habitude de donner plus la parole aux fascistes («indépendants») et à leurs raqots qu'aux comités de grève). Ce comité a pris contact avec les grands journaux nationaux et progressistes.

La popularisation en ville a été prise en main toute la semaine. Sur le marché, les étudiants présentaient leur lutte. Des panneaux expliquaient, croquis à l'appui, la répartition des élèves selon leur origine sociale, l'orienta-

tion selon l'âge, l'organisation de l'école, la façon dont la bourgeoisie sélectionne ses patrons, ses cadres, ses O.S., la réforme, et les problèmes et revendications des IUT (qui forment des techniciens). Un tract était diffusé reprenant ces panneaux, et appelant à lutter ensemble, étudiants et travailleurs.

Samedi 14 h 30, sur le parvis de la mairie, un spectacle habituel : une mariée en blanc et un mari en jupon et costume. A y voir de près, pas si habituel que ça ! Le témoin de la mariée portait un carton «Université», celui du mari «Patronat». Le maire fit un discours comme l'aurait fait le député maire d'Amiens. Mais au lieu de s'embrasser le mari-patron a battu sa femme l'université ! Une petite manif-procession de noces a fait le tour du centre-ville. Ce sketch a attiré les passants, certains

ont discuté pour en savoir plus.

Se lier avec les travailleurs : de «Thomson en lutte, solidarité» au «forum des luttes», un communiqué de soutien a été envoyé aux comités de grève par la section CGT Cîsatol, d'autres sont attendus. Les étudiants ont pris contact avec les ouvriers de St Frères en lutte, et avec les UD-CGT et UIB-CFDT, la FEN notamment. Et surtout un forum des luttes est prévu : il doit rassembler des ouvriers en luttes, des organisations syndicales ou politiques, des comités de lutte (santé...). C'est un moment important du mouvement qui

se prépare. La question de la liaison avec les travailleurs est prise très au sérieux, car briser le ghetto de la fac, c'est construire une unité de lutte entre étudiants et travailleurs, classe ouvrière en tête !

Des travailleurs, il y en a d'ailleurs à la fac : les agents de service, le personnel administratif. Les agents de service (balayeurs, cuisines...) lisent les tracts, et discutent. Ils ne sont pas contre la grève. Combien sont-ils sous contrat ? Quel effectif pour faire tout le boulot. Il faudra en parler en Assemblée Générale.

### UNE ANIMATION TOUS AZIMUTS

Dans tous les coins de l'Université, expositions, dessins, affiches, peintures, stands, musique sont apparus. Tous les jours des débats rassemblent des étudiants, des profs, et des «invités».

L'exposition la plus marquante est sans aucun doute, celle organisée par les étudiants d'histoire-géographie sur la Commune. La Commune, première révolution prolétarienne de l'histoire, ce qu'elle a été, tout cet espoir, toute la lutte, ont été décrits, à partir des affiches de l'époque, de panneaux explicatifs, de chansons de l'époque.

En histoire-géo aussi, sont apparus les panneaux expliquant la réforme du 2<sup>ème</sup> cycle universitaire, le système scolaire contre lequel se bat le mouvement. Une exposition est d'ailleurs préparée sur les réformes ou les tentatives de réforme de l'école et des facs depuis 20 ans.

Un peu partout des stands buvette sont l'occasion de se reconstruire, de discuter, des affiches recouvrent les murs : les plus nombreuses sont pour l'instant celles qui abordent les problèmes de la fac, attaquant ou ridiculisant les réactionnaires connus, mais beaucoup d'autres sont faites sur le dégoût du capitalisme, les patrons, ou les problèmes propres des étudiants. Certains murs enfin sont repeints : «Cette fac ressemble à un hôpital, il faut en faire un endroit accueillant et agréable». De nombreuses affiches aussi pour annoncer les débats. Et il y en a plusieurs par jour !

Débat sur le féminisme : il a rassemblé du monde et des questions importantes ont été abordées : quelle est la place des femmes ? Quel rôle joue l'idéologie bourgeoise ? Pourquoi l'oppression de la femme ? Comment changer ? Le travail des femmes ?

D'autres débats ont rassemblé moins de monde, mais ont été tout autant intéressants : la peine de mort (à propos de l'affaire de Troyes et du jeune Bruno) ; le Parisien Libéré et la liberté de la presse ; en prévision : le cinéma politique, le racisme, l'affaire Goldman, plusieurs discussions sur l'Université, son rôle, le système d'éducation (en France et dans d'autres pays), et d'autre part, un contre-cours sur l'Egypte (politique) est prévu.

Tous ces débats montrent la volonté de sortir de l'isolement, d'apprendre autre chose.

## QUEL MOUVEMENT CONSTRUIRE ?

Dans le cours même du mouvement actuel, deux questions apparaissent essentiellement, deux conditions indispensables à la victoire.

—La première, en quelque sorte traditionnelle, c'est celle de la construction d'un mouvement d'envergure suffisante.

—La seconde, plus neuve, concerne la recherche du soutien extérieur à l'université : celui des travailleurs.

Avec quinze universités en grève, la première est remplie, mais il est clair que cela ne suffira pas pour contraindre la bourgeoisie à un recul. Est-il possible de vaincre ? C'est une question que se posent nombre d'étudiants, même parmi les plus combattifs. Il y a un lourd passif de ce point de vue car, depuis 1968, les luttes n'ont pas trouvé d'écho chez les travailleurs et ont été, de ce fait, plus aisément manipulables par les diverses sectes trotskistes ou révisionnistes.

Le caractère même de la réforme, modifiant en profondeur les structures de l'université, la soumettant de A à Z au contrôle patronal, rendue urgente par la situation de crise profonde de l'impérialisme français, exige

aussi que le mouvement puisse tenir. Posée par la nature même de la réforme, la nécessité du soutien des travailleurs apparaît à travers les mots d'ordre avancés.

Comment transformer cette volonté encore diffuse en initiatives concrètes assurant ce soutien ? Telle est bien la question.

Le handicap à surmonter est important ; les étudiants ne sont pas des producteurs et ne peuvent faire appel à une quelconque solidarité de classe, au contraire, ils sont appelés et plus que jamais, avec les mesures Soisson, à devenir de purs et simples auxiliaires de l'exploitation capitaliste, de l'oppression du peuple. Les travailleurs eux-mêmes ne se désintéressent pas de cette question, ils veulent des garanties par rapport à leur soutien. A la CFEM de Fos-sur-Mer, les ouvriers discutant du mouvement en cours, constatent que ceux qui manifestaient en 1968, à leurs côtés, sont aujourd'hui dans la maîtrise.

Gagner le soutien des travailleurs, ce n'est pas seulement «populariser», cela réclame aussi de changer de point de vue, sortir du corporatisme, sorti du ghetto qui se maintient au sein même de

la lutte pour adopter un point de vue de classe conséquent : au service de qui allons-nous mettre nos connaissances ? Au service de l'exploitation ou au service du peuple ? Sans remise en cause du rôle de l'université bourgeoise, pas de véritable soutien des travailleurs ! C'est la première condition. Mais il ne s'agit pas d'affirmer «nous ne serons pas des cadres au service de la bourgeoisie», il s'agit dès aujourd'hui, dans le cours même du mouvement actuel, d'en administrer les preuves ; c'est la deuxième condition.

La réforme est, à cet égard, un véritable guide : enquêter sur le plan de redéploiement, sur les nouvelles filières et les débouchés, connaître les noms et les activités des patrons qui sévissent dans les conseils, cela doit nous permettre de réaliser une popularisation vivante en direction d'ouvriers dans les branches d'industrie concernées. La séquestration par les étudiants d'un patron ou d'un chef du personnel venant faire des cours en fac, comme cela s'est fait à Caen, est un excellent moyen pour soutenir une grève ouvrière ou dénoncer les conditions de travail.

La dénonciation de l'avenir professionnel proposé aux

étudiants, en éclairant le but de la réforme, permet également de développer des liens directs avec les travailleurs en enquêtant auprès d'eux sur le rôle réel de tel ou tel cadre, gestionnaire, ingénieur, psychosociologue, médecin, etc.. les travailleurs ont leur point de vue là-dessus, tiré de leur propre expérience.

Enfin, il est tout à fait possible d'ouvrir les facs aux travailleurs pour qu'ils viennent y témoigner sur la façon dont ils vivent et luttent, sur la manière dont ils subissent les cadres.

Déjà, un certain nombre d'initiatives ont été engagées dans ce sens à Nantes, à Rennes, à Amiens. Leur effet est double, d'une part, elles renforcent la résolution des étudiants dans leur lutte contre le régime, d'autre part, parce qu'elles vont dans le sens de l'unité populaire, elles préparent un mouvement durable et victorieux.

—Les patrons hors des facs !

—Nous ne voulons pas devenir des cadres au service de la bourgeoisie !

—Contre l'université bourgeoise, construisons l'Unité Populaire !

B. M.

LA SEMAINE PROCHAINE : INTERVIEW DU COMITÉ GREVE - LES FORCES POLITIQUES SUR LE CAMPUS - LE POINT SUR LA LUTTE

# (1) CHINE : LA LUTTE CONTRE LE DEVIATIONNISME DE DROITE

## LA QUESTION-CLÉ

«Crise», «scission», «ruée vers le pouvoir», «bilan de faillite», «gigantesque épreuve de force», et même «curée» sur le cadavre du premier ministre Chou En Lai : la petite et la grande presse, bien épaulées par les radios publiques ou périphériques ont partout déversé ce mois de février les interprétations les plus sensationnelles et les plus contradictoires sur la situation intérieure chinoise et le regain d'activisme noté depuis le début de l'année.

Ce tapage peut impressionner des camarades, et les inquiéter : la division proclamée du Parti et l'extension éventuelle de conflits internes ne risquent-elles pas d'affaiblir le pouvoir prolétarien chinois ? Un régime en perpétuelle crise peut-il construire le socialisme solidement sur le plan idéologique comme dans le domaine économique ?

Première remarque rassurante : de tous ces commentateurs plus ou moins illustres qui ont droit à l'antenne, bien peu connaissent la Chine et il y en a encore bien moins pour comprendre le socialisme. Autant dire qu'aucun d'eux n'est à la fois informé des problèmes chinois et des questions du socialisme. Vous avez donc affaire tantôt à un ignorant, tantôt à un adversaire, souvent à un ignorant adversaire.

Pour y voir clair, il faut partir des faits. Ils n'ont rien de mystérieux : nous assistons depuis le 1er janvier à la dénonciation d'un «courant déviationniste de droite». La dénonciation revêt une forme officielle et non-officielle.

Officielle, cela veut dire dans la presse du Comité Central : rubriques habituelles et surtout éditoriaux du Quotidien du Peuple et du Drapeau Rouge (la revue mensuelle du Comité Central). Non officielle, cela renvoie aux réunions et aux débats sur le lieu de travail ou dans les quartiers, aux études politiques individuelles ou collectives, aux journaux muraux collés dans les cours des usines, sur les bâtiments administratifs et parfois dans les rues.

## CE QUE DISENT LES TEXTES

Les textes du Comité Central nous confirment bien l'existence d'un débat très sérieux. Textes principaux : l'éditorial du 1er janvier traditionnel, et celui qui publie chaque année le Quotidien du Peuple au début des labours du printemps (24 février). Le second développe et précise le premier sur la campagne en cours.

Une citation du président précise le nœud du débat. Les Chinois la comprennent aisément, mais elle peut paraître obscure aux lecteurs français. En voici les deux phrases :

«Qu'est-ce que cela veut donc dire : «Prendre les trois directives comme axe?»

## LE PEUPLE INTERVIENT DANS LA POLITIQUE

DISCOURS DE WANG HONGWEN DEVANT LE X<sup>e</sup> CONGRÈS

«Notre pays est un Etat socialiste de dictature du prolétariat. La classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens-pauvres, et les autres masses travailleuses sont les maîtres du pays. Ils ont le droit de soumettre à un contrôle révolutionnaire les cadres de notre Parti et de notre Etat aux différents échelons».

DRAPEAU ROUGE numéro de mai 1975

«Les camarades placés aux postes de direction doivent prêter une particulière attention à la corruption de la pensée bourgeoise. Ils ne doivent jamais oublier que notre pouvoir, c'est la classe ouvrière qui nous l'a donné, ce sont les masses travailleuses, soit plus de 90% de la population» (Chang Chunchiao la dictature sur la bourgeoisie - avril 1975).  
«Chaque ouvrier, pay-

san pauvre, paysan moyen pauvre ou autre travailleur qui refuse de retomber dans la misère et les souffrances d'autrefois, tout membre du Parti communiste déterminé à consacrer sa vie entière à la lutte pour le communisme, tout camarade qui ne veut pas voir la Chine devenir révisionniste doit graver dans son esprit ce principe fondamental du marxisme : il faut exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie et surtout ne pas s'arrêter à mi-chemin».

*La lutte des classes connaît actuellement en Chine de nouveaux et importants développements. Dix ans après la Révolution Culturelle, les affiches en gros caractères couvrent à nouveau les murs. Sans avoir assisté directement à ces événements, l'ami de la Chine qui nous a fait parvenir cette série d'articles y a séjourné suffisamment longtemps, et à une période assez récente.*

*Stabilité et unité ne signifient pas suppression de la lutte des classes. La lutte des classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste».*

Les trois directives dont il est question et que Mao Tsé-toung estime impossible de «prendre comme axe», ce sont trois mots d'ordre formulés, séparément, par Mao Tsé-toung à une date assez récente :

- 1) étudier la théorie pour combattre et prévenir le révisionnisme (critique de Lin biao).
- 2) encourager la stabilité et l'unité (automne 1974).
- 3) accélérer le développement de l'économie nationale (en liaison avec les projets exposés par Chou En lai en janvier 1975 devant l'assemblée nationale).

Chacun d'entre eux a sa propre signification, mais si on les juxtapose pour en faire une ligne générale, on escamote la lutte des classes. (1) Or, ces directives forment en quelque sorte la charpente de la propagande officielle pendant toute l'année 1975. Nombre d'articles les citent comme s'ils formaient ensemble une formule unique, un «axe» d'action comme le dit la traduction officielle chinoise. (En réalité, l'image utilisée par Mao Tsé-toung parle plus : il s'agit de la corde principale par laquelle un pêcheur pose et retire son filet. En sorte qu'on doit lire la dernière phrase de la citation : «La lutte des classes, c'est la corde principale du filet ; le reste, ce sont les mailles».)

- 1) Les lecteurs trouveront dans Pékin Information de fréquents rappels de ces trois directives groupées. Citons notamment le n° 48 du 1er décembre 1975 p.7, dans un article sur la brigade modèle de Tatchai ; le n° 44 du 3 novembre, allocution du vice-premier ministre Chen Yonggui en fin de la grande Conférence sur Tatchai (p.3) ; le n° 40, du 6 octobre, discours du vice premier ministre Teng Hsiao-ping à l'occasion de la fête nationale (p.6), etc...

*L'erreur politique consiste à tout mettre sur le même plan : lutte de classe, recherche de la stabilité et développement de l'économie nationale. Autrement dit à nier que la lutte de classe doit dominer les autres aspects.*

Voici le passage central de l'éditorial du 24 février :

«Prêchant l'ineptie : «prendre les trois directives comme axe», les responsables qui s'engagent au sein du Parti dans la voie capitaliste et qui refusent de s'amender, ont nié la contradiction principale dans la phase historique du socialisme, dans la vaine



*tentative de restaurer le capitalisme. Ces responsables ont pris le développement de l'économie nationale pour axe, comme s'ils étaient seuls à s'en préoccuper. En fait rejetant l'axe véritable, à savoir la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, ils ont altéré la ligne fondamentale du Parti et mené l'économie nationale sur une voie erronée».*

L'accusation est d'importance : des responsables, forcément assez haut placés, ont fait silence sur la lutte de classe, et engagé l'économie dans une mauvaise direction. Ils ont «altéré la ligne fondamentale du Parti».

## LA LUTTE DE CLASSE D'ABORD

Bien sûr, lorsqu'on parle d'étudier pour prévenir le révisionnisme, il s'agit bien de lutte de classes. Mais il s'agit seulement d'étude et non de lutte ; et cet impératif se place au même rang de priorité que les autres, en particulier la stabilité. Autant accorder la même importance dans une voiture aux amortisseurs qu'au moteur. D'où les accusations, formulées sur certaines affiches, de tout mettre sur le même pied, de trouver partout des «facteurs-clés» ; d'où aussi la nécessité, selon l'éditorial du 24 février, de critiquer «l'éclectisme et autres sophismes».

Le débat se concentrait-il dans le domaine économique ? Non. Lors d'une réception offerte lors du passage de Richard... le

premier ministre Hua Guofeng a même placé l'accent ailleurs, sur la culture : «A présent, déclara-t-il le 22 février, un grand débat révolutionnaire se déroule en Chine dans des domaines tels que ceux de l'enseignement, de la science et de la technique».

Il y a en fait convergence de deux critiques : la critique de l'économisme, relativement récente, et celle du courant droitier dans l'enseignement, qui date d'un semestre et demi.

L'éditorial du 1er janvier s'y réfère expressément : «Les arguments saugrenus qui ont récemment soufflé un vent déviationniste de droite sur le front de l'enseignement pour remettre en cause des conclusions bien établies mettent en évidence cette ligne révisionniste qui s'oppose au prolétariat au nom de la bourgeoisie».

## AFFICHER DANS L'UNIVERSITE

A vrai dire, la lutte contre la droite est depuis longtemps déclenchée en ce domaine. Dès la fin du printemps dernier, les murs des universités se sont couverts d'affiches, aux tendances multiples, mais dont la plupart se prononçaient pour l'accentuation de la ligne affirmée pendant la révolution culturelle, notamment la liaison étroite de l'étude et de la pratique. Notre journal a publié dernièrement de nombreux articles à ce sujet, et je n'y reviens pas.

La critique murale libre, avec ses longues argumentations, nous est peu familière et

frappe nos esprits. En Chine, il s'agit d'un mode d'expression garanti par la constitution, à chaque citoyen. Le journal mural ne reflète donc pas normalement l'opinion du gouvernement, mais seulement celle d'un individu ou d'un groupe d'individu. Il ne faut pas lui accorder l'importance d'un texte officiel.

Les journalistes de Pékin ont cependant été étonnés d'y voir figurer plusieurs noms de personnalités, entre autres du ministre de l'éducation et de l'un des vice-premiers ministres, (Teng Hsiao-ping). Cela ne veut pas forcément dire qu'ils perdront leurs responsabilités.

En 1974, plusieurs personnalités du Bureau Politique, notamment Hua Guofeng, premier ministre intérimaire aujourd'hui, Wu Te, président du comité révolutionnaire de Pékin, et Li Tesheng, alors vice-président du Parti, furent très vivement attaquées sur les affiches. Ils sont encore tous trois membres du bureau politique.

Le mouvement en cours se déroule comme alors dans le cadre de la démocratie socialiste garantie par la constitution de janvier 1975. Il n'est donc pas possible de parler de crise en Chine. Tout au contraire, comme nous le verrons, le débat politique de masse prouve la vitalité du socialisme chinois, et la différence des régimes soviétiques ou occidentaux.

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

**Quand les fascistes relèvent la tête... jusqu'ou la duplicité du garde des Sceaux est impliquée.**

Un mouvement factieux d'Alsace Lorraine se manifeste pour faire l'apologie des crimes nazis, le «mouvement fédéraliste d'Alsace Lorraine», et édite une revue «Elsa» !

Son directeur est le président du mouvement, le D<sup>r</sup> Marcel Iffrig de Diemeringen dans le Bas-Rhin, il vient de se livrer à une apologie caractérisée de crimes de guerre, en écrivant dans sa revue la version du massacre d'Oradour, avec un cynisme qui lui devrait d'être poursuivi : «présenter Oradour comme exemple de la barbarie nazie, c'est se moquer du monde. Parallèlement la glorification de la Résistance qui, par son impétuosité, son indiscipline et son irresponsabilité, a créé des situations qui constituaient pour les officiers allemands autant de devoirs de répression, est bien davantage qu'une moquerie».

Tous les résistants et patriotes qui ont avec abnégation donné le meilleur d'eux-mêmes dans la Résistance, ne sauraient accepter que la mémoire des martyrs soit calomniée et souillée par des individus qui, ce faisant, tentent de réhabiliter les SS et de justifier leurs crimes de guerre.

Pourtant il y a une loi sanctionnant l'apologie des crimes de cette sorte, mais le garde des Sceaux n'a-t-il pas de la considération pour les anciens nazis ?

Un ancien FTP

## COMMUNIQUÉS

LA CHINE ET LE TIERS MONDE (débat)  
avec la projection du film «le Tanzan»  
sur la construction du chemin de fer Tanzanie Zambie  
VENDREDI 5 MARS A 12 H 15  
Amphi 24 Faculté de Jussieu  
Comité de Jussieu des Amitiés Franco-Chinoises

REUNION DE LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
Jeudi 4 mars à 18 h 00  
à la Maison des Jeunes et de la Culture de Boulogne  
152 rue de Sully (Métro Billancourt)

PROGRAMME DU «CINEMATOGRAPHE»  
44 cours Suchet  
LYON 2<sup>e</sup>  
(abonnement : 36F pour 6 films - place 8F, 10F pour les exclusivités)  
Première semaine de mars

SA MAJESTE LES MOUCHES  
«lord of the flies»  
film anglais de P. Brook (62-105mn)  
v.o.

Jeudi 4 18 h 00  
Vendredi 5 18 h 00  
Samedi 6 17 h 00/21 h 40  
Dimanche 7 15 h 00/21 h 40

Lundi 8 21 h 40  
LA LIGNE GENERALE  
soviétique de Einsenstein (29-100')  
Jeudi 4 mars 21 h 40  
Vendredi 5 21 h 40  
Samedi 6 Dimanche 7 19 h 45  
Lundi 8 18 h 00

MOISE ET AARON  
FILM ALLEMAND  
DE J.M. Straub et D. Huillet  
d'après l'opéra de Schoenberg  
V.O. allemande (75-105')  
en collaboration avec  
Goethe Institut

Jeudi 4 19 h 45  
Vendredi 5 19 h 45  
Samedi 6 15 h 00  
Dimanche 7 17 h 00  
Lundi 8 19 h 45  
1ère exclusivité

## A PROPOS DES VITICULTEURS

...En ce qui concerne la défense des vignerons du midi en colère, il faut faire attention. S'il y a des petits vignerons, il y a aussi les gros, et c'est eux qui mènent la barque, alors il faut en parler avec nuance.

J'ai été dans les Pyrénées Orientales une huitaine de jours où j'ai assisté à une manifestation, et bien, c'était organisé par les propagandistes de Giscard, c'est téléguidé par les partys qui soutiennent Giscard, afin de faire pression sur l'Europe verte à Bruxelles, pour aider à la démagogie du Ministre de l'Agriculture. J'ai demandé à des gens : «mais c'est contre le gouvernement que vous manifestez ? On m'a répondu franchement que non, mais au contraire que c'était pour appuyer le ministre de l'agriculture à Bruxelles...»

Un vieux travailleur de Montceau

Tu nous écris : «S'il y a des petits vignerons, il y a aussi les gros et c'est eux qui mènent la barque, alors il faut en parler avec nuance». Est-il vrai que se soient les «gros» qui aient mené partout la barque lors des grandes manifestations du début du mois de février ? Je ne le pense pas. Actuellement un mouvement profond se dessine en Languedoc-Roussillon. Il ne s'agit pas d'une crise passagère, d'un mauvais moment à passer, d'un peu plus d'argent à ramasser mais d'une question d'existence. Les gens ont conscience qu'ils sont au bord du gouffre, qu'ils sont à la veille d'être définitivement rayés de la carte en tant que vignerons...

Cela, ce sont les «petits» qui le comprennent, le sentent et le refusent. La multitude des «petits»... (près de 80% des viticulteurs produisent moins de 100 hectares par an - moins de 2 hectares de vigne - ; 15% produisent entre 100 et 300 hectares -deux à six hectares- ; donc plus de 90% sont des «petits»). Même si beaucoup parmi eux ont un autre emploi, même si la vigne n'est pas, pour certains, leur



Le 5 février à Carcassonne, des milliers de viticulteurs manifestent ; ils ne sont pas là pour défendre Giscard

principale source de revenus, cette vigne correspond à quelque chose de profond.

Les technocrates disent : «le midi est un pays de monoculture». Pour les gens qui y vivent, la vigne est le visage du pays ; le soin de la vigne, un métier, un art ; la façon de vivre est sous-tendue continuellement par la présence de la vigne... La multitude des habitants sait que la disparition de la vigne équivaut à la disparition de leur pays, tel qu'ils l'aiment, tel qu'ils le vivent, et équivaut pour eux au choix entre deux calamités : ou partir, aller chercher du travail ailleurs (et quel travail ?), ou rester et devenir gardien d'un parc à repos, fonctionnaire ou balayeur de la «cour de récréation» de l'Europe...

Face à cela, ils exigent : «nous voulons vivre au pays». Vivre et travailler au pays, c'est cela la revendication majeure. Celle qui a permis aux ouvriers de rencontrer les vignerons et aux commerçants de s'affirmer solidaires.

Cette protestation massive, pro-

fonde, beaucoup de personnes ont essayé de la détourner, de la récupérer. L'UDR régionale a appelé à la journée «villes-mortes» ; la majorité a créé un groupe d'études des problèmes viticoles ; le P.C.F. y voit l'illustration de son «union du peuple de France» et le PS un moyen d'accroître encore l'influence de ses nombreux notables locaux... Mais cela doit-il nous détourner nous-même de cette colère populaire ? Devons-nous rester sur la touche en faisant la «fine bouche» ?

Dans des réunions de village, souvent est ressortie l'affirmation de la volonté de ne pas se laisser manipuler par les gros intérêts. Les petits viticulteurs ne sont pas si inconscients qu'on veut nous le faire croire, de la nature de leurs vrais ennemis. Cette conscience nous n'avons pas le droit de la nier, de la mépriser. Nous devons au contraire, en devenir les alliés et les défenseurs. Nous battre pour qu'elle se développe et gagne totalement la direction des luttes.

J.C.D.

## COMMENT RESOUDRONS-NOUS LES PROBLÈMES DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE ?

Réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple où participaient des travailleurs de l'hôpital, de différentes boîtes, et des chômeurs.

Nous avons débattu des différentes rubriques :

— Sur la page internationale, ce qui est ressorti, c'est que la page est bien faite, présentée de façon vivante. Cependant, il y a des manques au niveau de l'Amérique Latine, du Chili.

— Dans «la vie du Journal», il manque des compte-rendus de réunions, de débats qui ont eu lieu, de rencontres de lecteurs du Quotidien du Peuple. Le

courrier des lecteurs est assez lu en général, il permet de nous donner une idée de comment le Quotidien est reçu ;

Les rubriques de télévision sont en amélioration.

Les bloc-notes sont utiles ; ils nous servent dans la vie de tous les jours.

Quant au feuilleton, il est lu : il nous permet de lire de gros bouquins auxquels nous ne nous attaquerions jamais.

Les éditoriaux sont assez bons en général, clairs, plus faciles à lire qu'avant. Il est important qu'ils soient bien faits car ils retracent l'événement essentiel de l'actualité...

Nous avons aussi abordé la question des perspectives socialistes en France. Les réflexions à ce sujet sont bien peu nombreuses. Trop souvent il est fait référence à ce qui se passe en Chine ou en Albanie ; mais comment cela se passera-t-il en France ? Trop souvent on apporte des critiques sur la santé, la TV, les accidents du travail, les conditions de vie des femmes, des enfants... Mais comment résoudre-nous les problèmes dans notre société socialiste. Que proposons-nous ? même si nous ne pouvons pas trancher actuellement, les débats doivent être lancés.

Corr. Grenoble

## colloque contre le colonialisme français

une journée de débat

- départementalisation, indépendances, la stratégie de l'impérialisme français dans les colonies
- l'immigration des colonies en France
- la domination dans l'Océan Indien et la domination dans les Caraïbes

une soirée culturelle

- Film «La Machette et le Marteau» - montages - chants

A l'initiative du **PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-leniniste**  
Avec la participation de : **AGEG - AGEM - ASEC - UEG - UNECAS - CIP**  
GUADELOUPE MARTINIQUE COMORES GUYANE DJIBOUTI

SAMEDI 6 MARS

de 10 h. à 18 h.  
44 rue de Rennes

- à partir de 20 h.  
AGECA 177 rue  
de Charonne



Le Quotidien du Peuple : publication du PCR (ml)  
adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19  
CCP n° 23 13248 F Paris - directeur de publication : Y. Chevet  
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP  
commission paritaire 56942

## BLOC-NOTES

## TÉLÉVISION

## LE DIVORCE -1-

La récente grève des avocats a attiré l'attention sur la réforme du Code de Procédure Civile. Mais si l'on s'est beaucoup apitoyé dans la presse bourgeoise sur les «malheurs» des avocats, on a peu parlé du contenu même des réformes en question. L'une des plus importantes est la réforme du divorce. Comment, concrètement, se passera désormais un divorce ?

La loi du 11 juillet 1975 et le décret du 5 décembre 1975 ont introduit des innovations importantes mais ambiguës. Auparavant, en France, n'existait que le divorce-sanction : le divorce n'était admis qu'en cas de faute de l'un des époux, pour sanctionner son attitude. C'est pourquoi il était prononcé aux torts de l'un d'eux ou même des deux (torts réciproques). C'était une intolérable pénétration des règles religieuses dans la vie privée : la loi ne pouvait consacrer l'indissolubilité du mariage, aussi rendait-elle le divorce le plus difficile qu'elle pouvait. Mais, ce n'était pas difficile pour tout le monde ! De nombreux avocats s'étaient fait une spécialité, d'«arranger» des divorces. Beaucoup de divorces pour adultère ou injures graves étaient le fruit de toute une mise en scène savamment montée.

Par contre, pour les travailleurs, qui n'avaient pas les



La «manifestation» des avocats...

moyens d'aborder une procédure aussi coûteuse, la situation était souvent intenable. Ils étaient contraints de vivre en dehors de la légalité, de se mettre en concubinage chacun de leur côté. Ceci aboutissait à des situations inextricables et dramatiques, pour l'Etat-civil ou les allocations familiales notamment. Par exemple, le mari est légalement considéré comme le père des enfants de sa femme, même s'ils sont séparés de fait. Il lui faudrait entreprendre une procédure difficile et peu connue pour faire admettre que ces enfants ne sont pas de lui. En attendant, il a l'obligation de subvenir à leurs besoins !

La réforme a introduit un divorce par «requête conjointe», mais reste bien insuffisante.

## A QUEL TRIBUNAL S'ADRESSER ?

IL faut s'adresser au Tribunal de Grande Instance (TGI) du lieu où réside celui des époux qui a la garde des enfants mineurs. S'il n'y a pas d'enfants ou qu'ils sont majeurs. Il y a deux possibilités :

- en cas de divorce contentieux (c'est-à-dire quand un seul des époux demande le divorce et que l'autre le refuse), il faut s'adresser au TGI du lieu où réside le défendeur (celui qui refuse le divorce).

- en cas de divorce par requête conjointe. Si les époux résident ensemble, c'est le TGI du lieu de leur résidence qui est compétent. S'ils vivent séparément, ils choisissent eux-mêmes le tribunal du lieu de résidence de l'un des deux.

En cas de contestation survenant après le divorce (sur la garde des enfants par exemple), s'il y a des enfants mineurs il faut s'adresser au tribunal du lieu où réside celui qui en a la garde. Sinon, il faut s'adresser au tribunal du lieu où réside le défendeur (celui qui est attaqué).

Cette compétence occasionne deux problèmes importants. Si les époux résident dans des villes très éloignées, il faudra que celui ou celle qui demande le divorce fasse le déplacement (de Lille à Marseille, par exemple). De même si l'un des époux part à l'étranger, il faudra théoriquement aller devant le tribunal de la ville étrangère où il réside, ce qui risque de poser des difficultés insolubles.

Yves BEAUMONT

## Hier soir, sur l'écran...

Hier soir, pas moyen d'échapper aux habituelles histoires de flics et de truands :

— Sur TF 1, sous forme de jeu : «l'inspecteur mène l'enquête» ; en l'occurrence, c'était une candidate. Pourquoi ? parce que la police, paraît-il, a découvert récemment que les femmes peuvent, elles aussi, occuper des postes à responsabilités ! (Après ça, qui dira que l'année de la femme n'a servi à rien ?)

— Sur A 2, curieuse coïncidence, la série américaine «Police Story» présentait les exploits d'une femme-policier. Ponia était sans doute devant son poste, pour voir comment

la police américaine avait réalisé la «promotion» féminine malgré l'hostilité des «collègues» masculins.

— Enfin FR 3 proposait «Dollars», film policier de R. Brooks. Contrairement à la plupart de ses films, pas le moindre message ici, mais le classique hold-up à suspense.

Par ailleurs, l'émission «c'est-à-dire» (A 2), était consacrée à André Bergeron, secrétaire de F.O.

Décidément, une soirée monopolisée par des individus peu recommandables !

| JEUDI 4 MARS                                 |   |
|--|---|
| TF 1   | 19 h 20 - Actualités régionales                                     |
| 18 h 15 - A la bonne heure                   | 19 h 45 - Y'a un truc   |
| 18 h 45 - Pour les jeunes                    | 20 h 00 - JOURNAL   |
| 19 h 20 - Actualités régionales              | 20 h 30 - «LA TERRASSE DES BERNARDIN» Film TV adaptation J.-L. Bory |
| 19 h 40 - Une minute pour les femmes         | 21 h 55 - Les chefs d'œuvres vous questionnent                      |
| 20 h 00 - JOURNAL                            | 22 h 45 - JOURNAL   |
| 20 h 30 - «Baretta» série américaine         |   |
| 21 h 15 - L'événement - magazine d'actualité |   |
| 20 h 30 - Allons au cinéma Em. de A. Halimi  |   |
| 23 h 00 - JOURNAL                            |   |
| A 2  | FR 3  |
| 18 h 40 - Le palmarès des enfants            | 19 h 00 - Pour les jeunes   |
| 18 h 55 - Des chiffres et des lettres - jeu  | 19 h 20 - Actualités régionales                                     |
|  | 19 h 40 - Tribune libre   |
|  | 19 h 55 - Flash JOURNAL   |
|  | 20 h 00 - Altitude 10 000 - jeu                                     |
|  | 20 h 30 - «ALFREDO, ALFREDO» Film de P. Germi (1971)                |
|  | 22 h 15 - JOURNAL   |

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

Wou-k'i-tchen possède la plus forte concentration d'ouvriers d'usine de la Chine rouge. E. Snow vient de décrire l'arsenal.

34<sup>e</sup> épisode  
OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Wou-k'i-tchen était le quartier général de la jolie Mlle Lieou K'iu-hsien, âgée de 29 ans. C'était une ancienne ouvrière de tissage de Wou-hsi et de Changhai, qui avait été l'amie de Rhena Prohm quand elle étudiait à l'Université Tchong-chan de Moscou. Elle était maintenant directrice de la section féminine des syndicats rouges. Mlle Lieou me décrit les conditions de travail. Les ouvriers d'usines reçoivent de dix à quinze yuan par mois, la pension et la chambre étant fournies par l'Etat. On leur garantit les soins médicaux gratuits et une indemnité en cas d'accident. Les femmes reçoivent quatre mois de congé de maternité payé, et il y avait une «pouponnière» primitive pour les enfants des ouvriers - mais ceux-ci semblaient s'émanciper dès qu'ils savaient marcher. Les mères pouvaient toucher une partie de leur «assurance sociale», qui était alimentée par un fonds créé au moyen d'une déduction de 10% sur le salaire, à laquelle s'ajoutait un versement égal de l'Etat. Le gouvernement contribuait également l'équivalent de 2% de toutes les dépenses de main-d'œuvre pour l'instruction et la récréation des ouvriers, et ces fonds étaient administrés en commun par les syndicats et les comités ouvriers d'usines. La journée de travail était de huit heures et la semaine de six jours. Lors de ma visite, les fabriques étaient en activité vingt quatre heures sur vingt quatre, avec trois équipes se relayant, - probablement les entreprises les plus affairées de la Chine !

(...) Le fait intéressant est que ces conditions étaient effectivement en vigueur en dépit de la



lutte pour la vie que menaient les soviets. De quelle façon primitive elles étaient réalisées était une toute autre question ! Ils avaient des clubs, des écoles, de vastes dortoirs, tout cela, certes - mais dans des cavernes au sol de terre battue, pas de douches, pas de cinéma, pas d'électricité. Ils étaient nourris ; mais les repas consistaient en millet et en légumes, avec parfois du mouton, sans friandises d'aucune sorte. Ils touchaient effectivement leurs salaires et leur assurance sociale, en monnaie soviétique, mais les articles qu'ils pouvaient acheter se limitaient aux strictes nécessités - qui du reste n'abondaient guère.

### DANS LA CHINE DU KOUOMINTANG : UNE VIE D'ESCLAVE

«Intolérable !» s'exclamerait l'ouvrier américain ou anglais moyen. Mais de toute évidence ce ne l'était pas pour ces gens-là. Pour comprendre pourquoi, il faut comparer leur vie à celle que l'on mène ailleurs en Chine. Je me rappelai par exemple, les centaines de fabriques où les petits garçons et petites filles de la main-d'œuvre esclave restent assis ou debout à leur tâche

douze ou treize heures par jour, et puis se laissent tomber, épuisés, sur la couverture de coton piquée sale qui leur sert de lit, juste sous la machine. Je me rappelle les petites filles des filatures de soie et les pâles jeunes femmes des fabriques de coton - toutes, comme presque l'entière main-d'œuvre contractuelle à Changhai, littéralement vendues pour ces emplois comme des esclaves virtuelles pour quatre ou cinq ans, hors d'état de quitter, sans permission spéciale, de jour ou de nuit, les locaux aux murs élevés et sévèrement gardés. Et je me rappelle qu'en 1935, plus de vingt neuf mille cadavres furent ramassés dans les rues ou repêchés dans les cours d'eau de Changhai - cadavres des indigents et de leurs petits, morts de faim ou noyés qu'ils ne pouvaient nourrir.

### EN CHINE ROUGE : UNE VIE LIBRE ET DIGNE

Pour ces ouvriers de Wou-k'i-tchen, en revanche, la vie, si primitive qu'elle fût, était au moins une vie de santé, d'exercice, d'air pur des montagnes, de liberté, de dignité et d'espoir, dans laquelle il y avait place pour un épanouissement. Ils savaient que personne ne gagnait de l'argent sur eux, je crois qu'ils avaient conscience qu'ils travaillaient pour eux-mêmes et pour la Chine, et ils se disaient révolutionnaires ! En ce sens, je comprenais pourquoi ils prenaient aussi sérieusement les deux heures quotidiennes de lecture et d'écriture, leurs conférences politiques, leurs troupes théâtrales, et pourquoi ils rivalisaient âprement pour les misérables prix qui leur étaient offerts dans les compétitions entre groupes et entre individus dans le domaine des sports, de l'instruction, de l'hygiène, des journaux muraux et de la «valeur professionnelle». Toutes ces choses, étaient pour eux réelles, ils ne les avaient jamais connues auparavant, ne pourraient jamais les connaître dans aucune autre entreprise, et ils semblaient reconnaissants que les portes de la vie leur fussent ouvertes.

(à suivre)

# INTERVIEW

## QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

# ABOU AYAD MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL DU FATH

Interview réalisée par Yomna EL KHALIL (1<sup>ère</sup> partie)



La guerre civile au Liban, et l'accord de cessez-le-feu qui s'en est suivi, signé sous l'égide de la Syrie, les nouvelles tentatives du roi de Jordanie pour remettre la main sur la Cisjordanie actuellement occupée par Israël, les projets de «règlement» qui sont à nouveau agités dans la région, le développement important des luttes de masse en Palestine occupée : une série de facteurs nouveaux sont en train de s'accumuler au Moyen Orient. C'est sur les nouveaux problèmes ainsi posés que nous avons interrogé les dirigeants des différentes organisations de la Résistance Palestinienne. Après Abou Ayad, aujourd'hui, nous donnerons ensuite la parole à des

représentants du F DLP, du FPLP, du FPLP (commandement général), avant de clore notre série par l'interview de Farouk Kaddoumi (Abou Lotof), chef du département politique de l'Organisation de Libération de la Palestine.

Mieux faire connaître la Résistance Palestinienne et les positions qui s'y manifestent aujourd'hui, tel est notre but. Il s'agit d'une condition pour développer notre soutien à la lutte du peuple palestinien, sur la base de son objectif fondamental : la libération de toute sa patrie, la construction d'une Palestine Démocratique.



Hussein avec son «parlement» : la réanimation de cette instance n'est qu'un prétexte pour affirmer ses visées sur la Cisjordanie.

### Liban «Nous ne voulons pas en faire notre patrie».

Sur la situation au Liban. Quelle a été votre participation durant les événements ? La ville de Damour, habitée par des chrétiens, a été en grande partie détruite. Comment appréciez-vous cette affai-

re, et la déclaration du leader de la gauche libanaise Kamal Joumblatt en attribuant la responsabilité à la Résistance ? Quels sont les résultats, au Liban, après 10 mois de lutte ?

Par rapport aux événements du Liban, La Révolution Palestinienne et concernée, et principalement le FATH, car il fallait se défendre. Notre propre défense est un droit légitime car la Révolution a été attaquée par les forces isolationnistes (forces voulant isoler le Liban du monde arabe). Certains ont prétendu que le FATH a hésité dans les combats parce qu'il a accepté les cessez-le-feu.

attaqué le camp de Dbayeh, l'ont occupé, ainsi qu'une zone faible, la Quarantaine. Il était nécessaire de riposter et le Fath l'a fait. Nous, au Liban, nous ne voulions pas une victoire. Car sur qui nous serions victorieux au Liban ? Mais aussi, nous ne nous permettons pas une défaite, car pour nous, c'est la liquidation de la Révolution Palestinienne. Nous avons participé aux événements depuis le début jusqu'à la fin.

pour tromper l'opinion mondiale. Si nous avions voulu frapper les Chrétiens, mener une guerre confessionnelle... il y a eu un rassemblement des Chrétiens de la région dans le palais de Saadiyat, ils étaient environ 5 000 personnes ; nous aurions pu attaquer le palais. A Damour, le quartier sud n'a pas été attaqué. Nous avons voulu laisser une occasion aux gens de quitter Damour, la guerre, ses propres lois. Des fautes sont souvent commises, et quand une roquette arrive sur une maison, on ne sait pas qui est dedans.

Par rapport à Joumblatt, il est notre allié et est considéré comme un des rares politiciens qui se sont mis à nos côtés dès le début. Mais parfois, surtout dans «la confusion» qui régnait, il ne savait pas d'où arrivait ce qui est arrivé : je soutiens ses paroles, du point de vue des fautes commises. Mais il se peut que ses mots aient dépassé sa pensée.

question que nous nous posons depuis longtemps. Nous voulons que la vie normale recommence, que les forces isolationnistes, qui ont essayé de nous frapper en Mai 73, en mars et avril 75 et jusqu'à ces derniers jours, finissent par comprendre que la violence, les combats, les armes ne peuvent liquider la Révolution, car elle a ses racines parmi le peuple libanais et le mouvement patriote. Ce n'est pas la solution au problème qu'ils ont soulevé, celui du dépassement des limites permises à la Résistance (s'il était vrai que nous les ayons dépassées). Car la question au Liban est plus profonde et plus dangereuse que cela, c'est qu'il y avait un complot, manipulé par les Israéliens et les Américains. Si nous ne possédons pas encore les documents qui accusent les forces isolationnistes d'avoir été en liaison avec Israël, ces documents, nous les aurons, et viendra le jour où nous les dévoilerons.

Après ces combats, nous voulons la paix, le retour à la vie normale, nous voulons l'application de l'accord du Caire et de l'accord passé avec le gouvernement libanais. Nous sommes prêts, de notre côté, à appliquer ces accords, car disperser nos forces n'est pas dans notre intérêt ; nous ne voulons pas transformer les Fedayin en police et en forces de sécurité. Nous voulons que l'Etat libanais exerce sa souveraineté sur tout le Liban, à une condition seulement : c'est que les forces isolationnistes cessent leurs tentatives pour frapper la Révolution Palestinienne, qu'elles comprennent que nous ne voulons pas faire du Liban notre patrie. Nous avons notre objectif qui est principal, et notre victoire pour laquelle nous luttons : la libération de notre patrie palestinienne.

bement de la Résistance par la Syrie, par n'importe quel pays arabe, nous disons que la Résistance Palestinienne a grandi, et elle n'accepte pas d'être rétrécie, englobée que ce soit par n'importe qui. Si nous avons des relations spéciales avec la Syrie, cela ne veut dire en aucune manière que la Syrie cherche à nous englober, parce qu'elle sait qu'elle ne peut le faire et je crois qu'elle ne cherche pas à le faire. Nous coopérons avec

tout Etat arabe sur la base de nos positions, que ces positions plaisent ou non.

Du moment que nous sommes pour le retour à la paix, il est de l'intérêt de la Syrie, comme de notre cause, que son rôle se limite à cet objectif car cela protégera la Syrie et l'empêchera de s'enliser dans les sables mouvants libanais qui peuvent la noyer. La Résistance a grandi et il n'est plus possible de la placer sous tutelle.

### Jordanie : «Le roi ne reconnaît pas l'OLP»

Pensez-vous que les démarches jordaniennes, de convoquer et de dissoudre le parlement ont une relation avec le projet du «Royaume Uni», c'est-à-

dire l'annexion de la Cisjordanie, en cas de retrait d'Israël ?

Que pensez-vous du rapprochement syro-jordanien ?

Par rapport à la Jordanie, la question ne s'attache pas à la convocation et à la dissolution du Parlement, car là-dessus, on peut passer rapidement. Mais le véritable problème, en ce qui concerne la Jordanie, c'est que le roi Hussein et le régime jordanien n'ont pas cessé de penser au projet du Royaume-Uni englobant la Cisjordanie. Mais le roi attend que des occasions se présentent, au niveau international, pour reparler de son projet. Il s'attendait, pendant les événements du Liban, à ce que la Résistance soit liquidée pour, après cela, tenter à nouveau de réaffirmer sa présence en Cisjordanie. Mais le complot a échoué, et il est clair pour tous que la Révolution Palestinienne est sortie plus forte qu'elle n'était. Il était évident que la Jordanie allait commencer à bouger, sous des prétextes illusoire : on affirme que la Jordanie ne peut vivre sans parlement et qu'elle ne peut aller contre la constitution, qu'elle ne peut rester sans gouvernement. Mais en fait, nous ne croyons pas qu'en Jordanie il y ait une démocratie : le roi est au-dessus de tout. La convocation du parlement est donc un faux prétexte : il s'agit simplement de rappeler à l'opinion mondiale que la Cisjordanie est sous protection jordanienne. Il ne s'agit que d'une démarche parmi d'autres dans ce sens. Nous, la question qu'on pose, c'est que lorsque les arabes ont versé au roi Hussein des sommes d'argent au sommet de Rabat, ils l'ont fait pour

que la Résistance puisse retourner en Jordanie : la présence de la Résistance en Jordanie aurait amené Israël à attaquer la Jordanie, et l'armée jordanienne aurait eu besoin de cet argent pour faire face. Mais le roi interdit à nos fedayin de retourner, et ne permet pas à la Résistance d'être là-bas, même d'une façon symbolique. Cela veut dire un refroidissement du front jordanien. Le roi Hussein et le régime jordanien ne se sont pas contentés de cela : le feday qui essaie de franchir la frontière est fait prisonnier, au lieu de lui laisser la route libre, ou au moins de fermer les yeux.

Actuellement, il y a près de 149 prisonniers qui ont essayé d'entrer dans les terres occupées ; les déclarations de Hussein sur son application des résolutions du sommet de Rabat sont fausses : il ne reconnaît pas l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. De notre côté, ni la convocation, ni la dissolution du parlement n'influeraient sur notre lutte pour être présents en Jordanie, politiquement et militairement et jusque là, nous continuerons à lutter contre ce régime.

La Syrie peut avoir son point de vue vis-à-vis de la Jordanie, et comme nous refusons toute ingérence des pays arabes dans nos affaires, nous ne tentons pas de nous ingérer dans les affaires syriennes. Mais notre position principale par rapport à la Jordanie ne change pas.



Dans le quartier de «La Quarantaine», les phalangistes organisent la terreur.

En fait, nous avons répondu plusieurs fois à ce sujet. Nous avons dit que le FATH ne voulait pas combattre au Liban, mais qu'il a été obligé de le faire. Lorsqu'il y avait une demande, et nous n'étions pas les seuls à le faire.

### UNESALE GUERRE

Les combats à l'intérieur du Liban, ont été menés de façon confessionnaliste. Cette sorte de guerre a été nommée «la sale guerre», guerre où l'homme a été défiguré, enlevé, tué suivant sa carte d'identité. Cette guerre n'est pas notre guerre. Mais les forces isolationnistes ont frappé jusqu'aux os, elles ont

### DES FAUTES SONT SOUVENT COMMISES

Ce qui est arrivé à Damour ? Bien sûr, il y a un côté regrettable : les victimes innocentes. Mais ce sont les forces isolationnistes qui en sont responsables. Damour était, en grande partie, pour les isolationnistes, un centre contre la Révolution Palestinienne. Si nous nous sommes tus pendant 10 mois, ce n'est pas dû à notre faiblesse ou à notre acceptation d'un complot mais cela est dû à notre véritable volonté d'empêcher toute guerre dans laquelle nous n'avons aucun intérêt, ni nous ni les Libanais. Ainsi, prétendre que la lutte entre Chrétiens et Musulmans, entre la droite et la gauche, c'est une tentative

### NOUS VOULONS LA PAIX

A présent, après ces mois de combats, que voulons-nous au Liban ? C'est une

### Syrie «Elle ne peut pas nous englober»

Le rôle de la Syrie s'affirme dans la région. Que pensez-vous de ce rôle ?

Que la Syrie s'affirme, nous ne sommes pas contre. Nous avons toujours dit à nos frères syriens : «gloire à la Syrie dans les cieux ; mais sur terre c'est la Résistance».

Peut-on parler d'une tentative d'englobement de la Résistance par la Syrie ?

Du moment que la Résistance a demandé elle-même à la Syrie d'intervenir pour trouver une solution au conflit, nous ne sommes pas contre. Sur la question de l'englo-